

## **Pièces**

**PJ 02** – Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions *[8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

## SOMMAIRE

<b>1. Evaluation de conformité a l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Evaluation des flux thermiques emis lors de l'incendie d'une cellule .....</b>	<b>52</b>
<b>2.1 Rappel de la méthode et des seuils de gravité .....</b>	<b>52</b>
2.1.1 Méthode d'évaluation des flux thermiques pour le stockage en entrepôt .....	52
2.1.2 Seuils de gravité pour les flux thermiques rayonnés en continu .....	52
<b>2.2 Hypothèses de calculs.....</b>	<b>53</b>
2.2.1 Caractéristiques géométriques .....	53
2.2.2 Dispositions constructives.....	53
2.2.3 Configuration du stockage .....	54
<b>2.3 Résultats et cartographie des zones d'Effets .....</b>	<b>56</b>
2.3.1 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 1510 – stockage racks.....	56
2.3.2 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 2662 – stockage racks.....	58
2.3.3 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 1510 – stockage masse.....	60
2.3.4 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 2662 – stockage masse.....	61
<b>2.4 Analyse des résultats .....</b>	<b>63</b>
<b>2.5 Etude des scénarios de propagation.....</b>	<b>64</b>
2.5.1 Etude de la propagation pour un stockage masse avec une palette type 1510 .....	65
2.5.2 Etude de la propagation pour un stockage masse avec une palette type 2662 .....	66
<b>3. Calculs D9 et D9a .....</b>	<b>67</b>
<b>3.1 Calcul du dimensionnement des besoins en eau – D9.....</b>	<b>67</b>
<b>3.2 Calcul du volume de confinement des eaux d'extinction incendie – d9A.....</b>	<b>68</b>

## 1. EVALUATION DE CONFORMITE A L'ARRETE DU 11/04/17 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX ENTREPOTS COUVERTS SOUMIS A LA RUBRIQUE 1510

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>1.3 Intégration dans le paysage</u></b></p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>	<p>Le site sera régulièrement entretenu et maintenu en bon état de propreté.</p> <p>Des espaces verts seront aménagés et entretenus.</p>
<p><b><u>1.4. Etat des matières stockées</u></b></p> <p>I. – Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation: L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants: 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par</p>	<p>Un état des matières stockées sera présent. Cet état sera mis à jour a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de manière hebdomadaire pour les matières combustibles</li><li>- de manière quotidienne pour les matières dangereuses</li></ul> <p>Dans les faits, un logiciel de gestion informatique permettra de suivre les stocks</p> <p>Outre les données nécessaires pour l'exploitation, cet état des stocks :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- servira aux besoins de la gestion d'un événement accidentel (les données y seront présentées</li><li>- répondra aux besoins d'information de la population. Lors de la mise en service de l'entrepôt, un tableau synthétique présentant les produits stockés par famille sera réalisé et tenu à disposition du préfet</li></ul>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance; 2. répondre aux besoins d'information de la population; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>	<p>L'état des stocks indiquera la nature et la quantité des produits détenus, un plan général des stockages y sera annexé.</p> <p>Ces documents permettront d'identifier les matières stockées et leur localisation dans l'entrepôt.</p> <p>Ils seront tenus à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Pour les matières dangereuses, les Fiches de Données de Sécurité seront maintenues disponibles et l'état des stocks répondra aux prescriptions ci-contre</p>
<p><b><u>1.5. Dispositions en cas d'incendie</u></b></p> <p>En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe. En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post- accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points</p>	<p>En cas de sinistre, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions prévues dans le Plan de Défense incendie défini au point 23.</p> <p>Un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire sera réalisé.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.»</p>	
<p><b><u>1.6. Eau</u></b></p> <p><b><u>1.6.1. Plan des réseaux</u></b></p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc),</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc),</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p>Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p>	<p>Un plan des réseaux est joint au présent dossier.</p> <p>→ <i>PJ20 - Plan masse du site avec les réseaux.</i></p> <p>Ce plan sera intégré au plan de défense incendie et sera tenu à la disposition des services de secours.</p>
<p><b><u>1.6.2. Entretien et surveillance</u></b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin</p>	<p>Les réseaux de collecte des effluents seront conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'alimentation générale sera équipée d'un disconnexeur permettant d'éviter tout retour dans le réseau public.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.	Ce dispositif fera l'objet d'une vérification annuelle.  → <i>PJ20 - Plan masse du site avec les réseaux.</i>
<b><u>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</u></b>  Les effluents rejetés sont exempts : <ul style="list-style-type: none"><li>- de matières flottantes,</li><li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,</li><li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li></ul>	Les caractéristiques ci-contre des effluents seront respectées. Il est à noter l'absence de process sur le site, les effluents générés seront alors assimilables à des effluents domestiques.  Les seuls rejets aqueux prévus sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux sanitaires (domestiques) ;</li><li>- les eaux pluviales (toiture et voirie).</li></ul> Ces eaux seront exemptes de tout produit chimique ou matières dangereuses.

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>1.6.4. Eaux pluviales</u></b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>	<p>En dehors des eaux qui s'infiltrent au sol, au droit des espaces libres, les eaux pluviales sont celles récupérées sur les surfaces imperméabilisées. Elles sont constituées des eaux de toiture ainsi que des eaux de voiries.</p> <p>Etant donné l'activité de l'entrepôt et son environnement proche, les eaux collectées sur les toitures ne sont pas susceptibles d'être polluées. L'ouvrage BR1 récolte les eaux de toitures, il ne nécessite aucun ouvrage de traitement qualitatif.</p> <p>Les eaux collectées sur les voiries et parkings se chargent en matières en suspension, en hydrocarbures. Ces eaux sont généralement trop concentrées pour ces paramètres, pour envisager un rejet dans le milieu naturel. Ainsi, ces eaux seront traitées, au niveau du bassin de rétention (BR2), par mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une lame siphonide en sortie de bassin, permettant la séparation des huiles et graisses</li><li>• d'une grille anti-embâcles pour la filtration des flottants</li></ul> <p>Les ruissellements de l'opération subissent donc un premier traitement qualitatif avant d'être rejetées au réseau pluvial public de la ZAC dans lequel ils bénéficient d'un second traitement avant rejet vers le milieu récepteur : Des fosses enherbées et la mise en place de bassin muni de filtre à sable ont été réalisés pour abattre la pollution chronique.</p> <p>La société OPSIA a réalisé une étude hydraulique afin de dimensionner les ouvrages à prévoir sur le site, en accord avec les différentes réglementations. Ainsi, le dimensionnement des ouvrages a été réalisé conformément aux prescriptions du dossier Loi sur l'Eau concernant l'aménagement de la ZAC des Florides, et conformément à la doctrine DDTM. Les calculs associés sont présentés dans la notice hydraulique en annexe du dossier.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur,</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur,</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul>	<p>Compte-tenu des mesures mises en place, les eaux pluviales rejetées respecteront les valeurs limites ci-contre. Des mesures de rejets annuelles seront réalisées.</p> <p>→ <i>PJ20 - Plan masse du site avec les réseaux.</i> → <i>Annexe 1 de la PJ2bis : Notice hydraulique</i></p>
<p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parkings, etc.) de l'entrepôt en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10% du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10% de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>	<p>Le dimensionnement des ouvrages de collecte et de débit de fuite ont été réalisés conformément au dossier d'autorisation préfectorale de la création de la ZAC des Florides :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux pluviales des lots privés doivent être gérées à la parcelle jusqu'à une période de retour d'insuffisance de 5 ans. Cette prescription induit la mise en place d'un volume utile de rétention de 917 m<sup>3</sup>/ha imperméabilisé.</li> <li>• Le débit de fuite maximal autorise par l'arrêté de 2009 des lots privés vers le réseau public (réseau pluvial, noue, fosse, cours d'eau) est de 10 l/s/ha.</li> </ul>
<p><b><u>1.6.5. Eaux domestiques</u></b></p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	<p>Les eaux sanitaires seront dirigées vers le réseau d'eaux usées de la zone d'activités.</p> <p>Le plan des réseaux permet de constater que les eaux usées seront évacuées indépendamment des eaux pluviales.</p>
<p><b><u>1.7. Déchets</u></b></p> <p><b><u>1.7.1. Généralités</u></b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p>	<p>L'activité de logistique qui sera mise en œuvre sur le site produira essentiellement des déchets d'emballage de type cartons, plastiques, papier, bois. Ces déchets</p>



Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<ul style="list-style-type: none"><li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li><li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li><li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li><li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li></ul> <p><b><u>1.7.2. Stockage des déchets</u></b></p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> <p><b><u>1.7.3. Gestion des déchets</u></b></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	<p>seront triés, conditionnés puis enlevés et traités par des sociétés dûment autorisées en vue de favoriser leur valorisation.</p> <p>La gestion des déchets mise en place sur le site garantira le respect de l'environnement et la protection de la sante publique par :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le mode de stockage des déchets sur le site :<ul style="list-style-type: none"><li>o durée de stockage limitée,</li><li>o quantité de déchets stockés réduite,</li><li>o bennes reposant sur des surfaces imperméabilisées.</li></ul></li><li>- les filières de gestion des déchets : les déchets seront repris et traités par des sociétés dûment autorisées.</li></ul> <p>Les déchets seront traités via des filières de traitement adaptées. Des consignes seront mises en place afin de limiter les durées et quantités stockées de déchets sur le site.</p> <p>Tous les enlèvements de déchets seront consignés dans un registre chronologique des déchets qui sera tenu à jour par l'exploitant, Ce registre comportera notamment la nature du déchet, les quantités éliminées, le mode d'élimination, et les coordonnées de l'entreprise chargée de son élimination.</p> <p>L'exploitation ne procèdera d'aucune façon au brûlage des déchets sur site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<b><u>2. Règles d'implantation</u></b>	
I. - Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :	Comme permettent de le constater les représentations des flux thermiques détaillées au chapitre 3 :
<ul style="list-style-type: none"> <li>des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021.»</li> </ul>	En cas d'incendie d'une cellule de stockage de produits type 1510 ou 2662, le flux thermique de 8 kW/m <sup>2</sup> n'est pas perçu (quelques mètres seulement au niveau des quais).
<ul style="list-style-type: none"> <li>des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>)</li> </ul>	<p>En cas d'incendie d'une cellule de stockage de produits type 1510, les effets létaux sont contenus dans les limites de propriété du site.</p> <p>En cas d'incendie de produits type 2662 (matières plastiques) les effets létaux sont perçus hors de limites de propriété, sans toutefois atteindre d'habitation, immeubles habités ou occupés par des tiers, de zones destinées à l'habitation, des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte de l'entrepôt.</p> <p>En effet, les zones impactées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'Ouest : bande verte</li> <li>- - à l'Est, bande de terrain entre le site et le chemin des Aiguilles</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises <b>et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt</b> conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),</li> </ul>	<p>En cas d'incendie d'une cellule de stockage de produits type 1510 ou 2662, les effets irréversibles sont perçus hors de limites de propriété, sans toutefois atteindre d'IGH, d'ERP, de voie ferrée ouverte au trafic de voyageurs, de voies d'eau, de bassins (excepté les noues d'infiltration) ou de voies routières à grande circulation.</p> <p>→ <a href="#">Chapitre 2 : Présentation des modélisations de flux thermiques réalisés par la méthode FLUMILOG –</a></p> <p>→ <a href="#">Annexe 2 de la PJ2bis : Notes de calculs Flumilog</a></p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
Les distances sont au minimum soit celles calculées <b>à hauteur de cible</b> pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG <b>compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées</b> (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.[...]	<p>Le détail des hypothèses de modélisation est présenté en annexe 2. Toutes les configurations de stockage et les matières susceptibles d'être stockées y sont également décrites.</p> <p>Les parois extérieures de l'entrepôt sont implantées à au moins 20 mètres des limites de propriété.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>Cette distance peut être réduite à 1 mètre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs;</li> <li>– ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt. Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.</p> <p>A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Aucun stockage extérieur n'est prévu.</p> <p>Les aires de stationnement seront implantées à plus de 35 m des parois de l'entrepôt.</p> <p>Ces zones seront suffisamment éloignées de celui-ci pour ne pas risquer d'induire des effets dominos en cas d'incendie d'un véhicule.</p> <p>Aucune habitation prévue sur le terrain</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>3.1 Accessibilité au site</u></b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p>	<p>Le site dispose des accès suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– un accès au Sud permettant au VL de rejoindre la zone de stationnement et permettant aux PL d'accéder à l'entrepôt</li><li>– un accès supplémentaire à l'Est réservé aux services de secours.</li></ul> <p>Des places de stationnement sont prévues en nombre suffisant (102 places VL au total pour les véhicules légers) et supérieurs au nombre prescrit par le PLU et en des lieux définis pour permettre l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours en tout temps</p> <p>Sans objet.</p> <p>L'accès au site sera conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement par les services d'incendie. Le SDIS a été consulté en amont du dépôt du dossier d'Enregistrement.</p>
<p><b><u>3.2. Voie « engins »</u></b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li></ul>	<p>Une voie « engins » permet de circuler sur tout le périmètre du bâtiment.</p> <p>Depuis cette voie engin, le bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens sont accessibles ainsi que les aires de stationnement des engins (poteaux incendie).</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</b></p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente</li> <li>- inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	<p>Sans objet. Des stationnements sont prévus pour permettre de maintenir cette voie dégagée.</p> <p>La voie engin sera positionnée à quelques mètres des façades. Toutefois, les dispositions constructions prévues visent à ce que l'effondrement des parois en cas d'incendie se fasse vers l'intérieur.</p> <p>Le plan d'ensemble permet également de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La voie « engins » présentera une largeur minimale de 6 mètres ;</li> <li>- Les pentes seront inférieures à 15%,</li> <li>- Les virages de la voie engins présenteront des rayons de giration supérieurs à 13 mètres et que des surlargeurs seront créées afin de respecter les prescriptions ci-contre.</li> </ul> <p>La voie engin sera constituée d'une fondation et sera recouverte d'une émulsion bitumineuse ce qui permettra de lui conférer une résistance à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p> <p>Chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</p> <p>Aucun obstacle n'est disposé entre les accès au bâtiment et les aires pour les services de secours.</p> <p>Sans objet : la voie engin permettra de circuler sur l'intégralité du périmètre de l'installation.</p>



Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6000 m<sup>2</sup> d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres;</li> <li>– soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.</li> </ul> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol;</li> <li>– aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire;</li> <li>– la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence</li> </ul>	<p>Sans objet – les cellules ont une superficie inférieure à 6000 m<sup>2</sup>. Bien que cette disposition ne soit pas réglementaire, il convient de noter la mise en place de colonnes sèches au droit des murs séparatifs.</p> <p>Le SDIS a été consulté dans le cadre de la procédure d'enregistrement.</p> <p>Sans objet, l'entrepôt dispose d'un seul niveau</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens respecteront les dispositions ci-contre. Les caractéristiques de résistances seront portées dans les cahiers de charge et vérifiées</p> <p>→ <i>PJ21 : Plan de masse – dimensions des aires de mise en station des moyens aériens</i></p> <p>Sans objet, ces surfaces n'auront pas d'autre affectation.</p>



Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>(présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible;</li> <li>– la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie;</li> <li>– la cellule ne comporte pas de mezzanine.</li> </ul>	<p>Sans Objet, les cellules présenteront des surfaces supérieures à 2 000 m<sup>2</sup>.</p>
<p><b><u>3.3.2 Aires de stationnement des engins</u></b></p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie «engins» définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>	<p>Des aires de stationnement des engins de 4 mètres par 8 mètres réalisées en voirie lourde seront créées pour les 5 poteaux incendie implantés à proximité de la voie engin tout autour du bâtiment.</p> <p>Ces aires sont représentées sur le plan masse</p> <p>→ <i>PJ21 : Plan de masse – emplacement et dimension des aires de stationnement des engins</i></p> <p>Les 5 aires de stationnement des engins aires respecteront les dispositions ci-contre. La matérialisation au sol sera réalisée suivant les dimensions prévues sur le plan et les caractéristiques de résistance seront portées dans les CCTP</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 %;</li><li>– elle comporte une matérialisation au sol;</li><li>– elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie;</li><li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li><li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li></ul>	

### 3.4 Accès aux issues et quais de déchargement

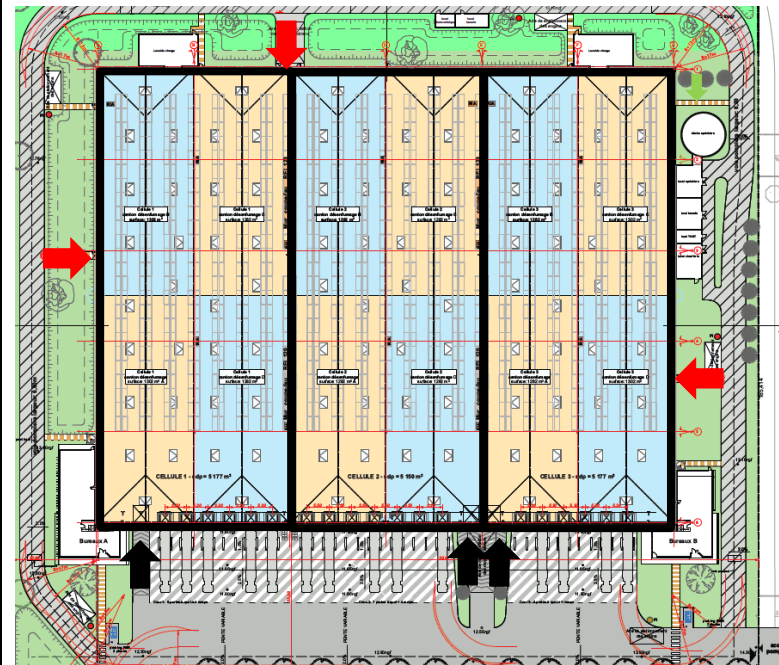
A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.

Toutes les issues de secours seront accessibles depuis la voie engin par un chemin stabilisé de 1,8 m de large minimum. Les accès sont représentés sur le Plan RDC en PJ21

Chaque cellule disposera au moins d'un accès de 1,80 m de largeur pour permettre le passage des dévidoirs. Ces accès sont visibles sur le plan masse en PJ21 et représentés schématiquement ci-dessous :



Sont représentés :

- en rouge, les accès de 1,8 m accessible de plain-pied
- en noir, les portes de plain-pied avec rampe de chargement

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
	<p>Ainsi, tel que mentionné dans le guide entrepôts :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- A chaque façade du bâtiment, au moins une issue doit avoir une largeur minimale de 1,8 mètre. Une porte d'accès de plain-pied (avec rampe éventuellement) satisfait à cette exigence sans constituer forcément une issue de secours. Par ailleurs, les autres issues de secours ne sont pas concernées par cette exigence de largeur.[...]</li><li>- Il faut au minimum une rampe par groupe de cellules communiquant entre elles.</li></ul>
<p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. <b>Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables</b></p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23.</p>	<p>Sans objet, construction d'un nouveau bâtiment.</p> <p>Sans objet : issues prévues à proximité des murs séparatifs coupe-feu.</p> <p>Sans objet</p> <p>→ <i>PJ21 : Plan de rdc permettant de visualiser l'implantation des Issues de Secours et largeur des accès</i></p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>3.5 Documents à disposition des services d'incendie et de secours</u></b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie;</li><li>– des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux;</li></ul> <p>Ces documents sont annexés au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>	<p>Ces documents seront tenus à disposition des services d'interventions.</p>
<p><b><u>4. Structure des bâtiments</u></b></p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p> <p>L'ensemble de la structure est a minima R15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques</p>	<p>Concernant la cinétique, seuls des phénomènes d'incendie sont retenus. En cas d'incendie, l'évacuation des personnes est estimée à moins de 5 minutes. L'entrepôt aura une structure R60 permettant une cinétique d'incendie compatible avec l'évacuation des personnes et l'intervention des secours. Il est par ailleurs à noter que l'entrepôt ne dispose pas de mezzanine.</p> <p>Une attestation de non ruine en chaîne sera fournie au moment de la construction du bâtiment. Une note d'engagement à réaliser une telle étude est présentée en annexe.</p> <p>Il est prévu une structure charpente béton présentant une stabilité R60.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées.</p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les éléments de support de la couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m3 et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg</li> <li>- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</li> </ul> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p>	<p>Les murs extérieurs seront en écran thermique EI120 ou en bardage métallique suivant leur localisation. De plus le bâtiment sera équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3) et sera composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un bac acier support de couverture en matériau M0 fixé mécaniquement sur les pannes,</li> <li>– d'une isolation par panneaux de laine de roche de 100 mm d'épaisseur, M0 ou M1, de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8.4 MJ/kg</li> <li>– d'une membrane d'étanchéité.</li> </ul> <p>La prescription relative à l'isolant sera mentionnée dans le CCTP et le suivi de la prescription vérifié lors du contrôle technique du bâtiment, avec les documents justificatifs tenus à disposition</p> <p>L'ensemble de la toiture (bac acier, isolant et étanchéité) satisfera la classe BROOF (t3). L'éclairage naturel de l'entrepôt sera assuré par des lanterneaux fusibles en polycarbonate non gouttant satisfaisant la classe d0.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p> <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI120.</p> <p>Ils sont également isolés par un plafond au moins REI120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.</p>	<p>Sans objet, le bâtiment ne comportera qu'un seul niveau.</p> <p>Sans objet, le bâtiment présentera une hauteur de 13,70 m au faitage, la stabilité au feu de la structure sera R60.</p> <p>Sans objet.</p> <p>Sans objet, il n'est pas prévu d'implanter un local d'entretien.</p> <p>Deux volumes abritant les Bureaux / Locaux Sociaux (dit « BLS ») sont implantés en façade Sud. Ils constituent un volume externe au volume principal constitué par les Cellules</p> <p>Un mur REI 120 prévu entre l'entrepôt et les bureaux. Ce mur dépassera de 1m</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI120.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe.</p>	<p>Sans objet, les bureaux ne sont pas à l'intérieur de la cellule</p> <p>Tous les justificatifs seront intégrés dans le dossier ICPE et conservés sur site.</p> <p>Sans objet, pas de cellules ou chambres frigorifiques prévues dans le cadre de ce projet</p> <p>→ <i>Annexe 3 de la PJ2bis : Attestation d'engagement à réaliser une étude de non-ruine en chaîne</i></p>
<p><b><u>5. Désenfumage</u></b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture</p>	<p>Chaque cellule sera divisée en 4 cantons de désenfumage. Chaque canton présentera une superficie inférieure à 1 650 m<sup>2</sup> et une longueur inférieure de 60 mètres (longueur maximale = 55,3 m). Le détail des cantons est présenté page suivante.</p> <p>Les écrans seront stables au feu ¼ d'heure et présenteront une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>Une distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage de 0,5 mètre sera respectée.</p> <p>Les cantons de désenfumage seront équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées à commande automatique et manuelle. Chaque exutoire présentera une surface géométrique d'ouverture de 6 m<sup>2</sup> et une surface utile d'exutoire de 4,20 m<sup>2</sup>. Le tableau en page suivante permet de constater que la Surface Utile d'Exutoire sera supérieure aux 2% requis pour chaque canton.</p> <p>Le désenfumage se déclenchera de manière automatique grâce à des thermo-fusibles dont la température de déclenchement sera supérieure (entre 20°C et 30°C de plus) à celle du système d'extinction automatique d'incendie. En conséquence,</p>



Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site																																																																	
<p>des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p>	<p>le système d'extinction automatique incendie se déclenchera avant l'ouverture des organes de désenfumage.</p> <p>Le minimum de 4 exutoires pour 1 000 m² sera respecté. Les dispositifs de désenfumage seront implantés au minimum à 7 m des murs séparatifs REI 120 tel que présenté sur le plan masse, où les lanterneaux sont représentés.</p> <p>Les commandes manuelles seront installées à proximité de plusieurs issues du bâtiment, en deux points opposés.</p> <p><b>Cellule 1</b></p> <table><tr><td></td><td>Canton 1</td><td>Canton 2</td><td>Canton 3</td><td>Canton 4</td></tr><tr><td>Surface (m²)</td><td>1 303 m²</td><td>1 303 m²</td><td>1283 m²</td><td>1283 m²</td></tr><tr><td colspan="5">Exutoires de désenfumage</td></tr><tr><td>Surface minimale requise</td><td>26,06 m²</td><td>26,06 m²</td><td>25,66 m²</td><td>25,66 m²</td></tr><tr><td>Nombre d'exutoires</td><td>7</td><td>8</td><td>8</td><td>8</td></tr><tr><td>Surface utile d'un exutoire</td><td>4,08</td><td>4,08</td><td>4,08</td><td>4,08</td></tr><tr><td>Surface utile de l'ensemble des exutoires</td><td>28,5 m²</td><td>32,6 m²</td><td>32,6 m²</td><td>32,6 m²</td></tr></table> <p><b>Cellule 2</b></p> <table><tr><td></td><td>Canton 1</td><td>Canton 2</td><td>Canton 3</td><td>Canton 4</td></tr><tr><td>Surface (m²)</td><td>1283 m²</td><td>1283 m²</td><td>1283 m²</td><td>1283 m²</td></tr><tr><td colspan="5">Exutoires de désenfumage</td></tr><tr><td>Surface minimale requise</td><td>25,66 m²</td><td>25,66 m²</td><td>25,66 m²</td><td>25,66 m²</td></tr><tr><td>Nombre d'exutoires</td><td>8</td><td>8</td><td>7</td><td>8</td></tr><tr><td>Surface utile d'un exutoire</td><td>4,08</td><td>4,08</td><td>4,08</td><td>4,08</td></tr></table>		Canton 1	Canton 2	Canton 3	Canton 4	Surface (m²)	1 303 m²	1 303 m²	1283 m²	1283 m²	Exutoires de désenfumage					Surface minimale requise	26,06 m²	26,06 m²	25,66 m²	25,66 m²	Nombre d'exutoires	7	8	8	8	Surface utile d'un exutoire	4,08	4,08	4,08	4,08	Surface utile de l'ensemble des exutoires	28,5 m²	32,6 m²	32,6 m²	32,6 m²		Canton 1	Canton 2	Canton 3	Canton 4	Surface (m²)	1283 m²	1283 m²	1283 m²	1283 m²	Exutoires de désenfumage					Surface minimale requise	25,66 m²	25,66 m²	25,66 m²	25,66 m²	Nombre d'exutoires	8	8	7	8	Surface utile d'un exutoire	4,08	4,08	4,08	4,08
	Canton 1	Canton 2	Canton 3	Canton 4																																																														
Surface (m²)	1 303 m²	1 303 m²	1283 m²	1283 m²																																																														
Exutoires de désenfumage																																																																		
Surface minimale requise	26,06 m²	26,06 m²	25,66 m²	25,66 m²																																																														
Nombre d'exutoires	7	8	8	8																																																														
Surface utile d'un exutoire	4,08	4,08	4,08	4,08																																																														
Surface utile de l'ensemble des exutoires	28,5 m²	32,6 m²	32,6 m²	32,6 m²																																																														
	Canton 1	Canton 2	Canton 3	Canton 4																																																														
Surface (m²)	1283 m²	1283 m²	1283 m²	1283 m²																																																														
Exutoires de désenfumage																																																																		
Surface minimale requise	25,66 m²	25,66 m²	25,66 m²	25,66 m²																																																														
Nombre d'exutoires	8	8	7	8																																																														
Surface utile d'un exutoire	4,08	4,08	4,08	4,08																																																														

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site				
<p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p>	Surface utile de l'ensemble des exutoires	32,6 m²	32,6 m²	28,5 m²	32,6 m²
	<b>Cellule 3</b>				
		Canton 1	Canton 2	Canton 3	Canton 4
	Surface (m²)	1 303 m²	1 303 m²	1283 m²	1283 m²
	<b>Exutoires de désenfumage</b>				
	Surface minimale requise	26,06 m²	26,06 m²	25,66 m²	25,66 m²
	Nombre d'exutoires	8	8	7	8
	Surface utile d'un exutoire	4,08	4,08	4,08	4,08
	Surface utile de l'ensemble des exutoires	32,6 m²	32,6 m²	28,5 m²	32,6 m²
	<p>La distance de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage sera respectée. Cette distance est représentée sur le plan en PJ21.</p> <p>Les amenées d'air frais seront réalisées par les portes à quai ou de plain-pied et complétées au besoin par les autres ouvertures donnant vers l'extérieur.</p> <p>Sans objet : l'entrepôt ne présentera qu'un seul niveau.</p> <p>→ Les plans annexés au dossier en PJ20 et PJ21 (plan masse et plan rdc) permettent de visualiser ces dispositions relatives au désenfumage (cantonnement, implantation des exutoires)</p> <p>Sans objet : absence de stockage couvert ouvert.</p>				
<p><b>5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie</b></p> <p>Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.</p> <p>[...]</p>	<p>Sans objet : les locaux de charge seront implantés au Nord de l'entrepôt et les autres locaux techniques à l'Est de l'entrepôt. Aucun de ces locaux ne sera implanté à l'intérieur de l'entrepôt.</p>				
<b>6. Compartimentage</b>					

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m<sup>3</sup>, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation;</li><li>– les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois.</li></ul> <p>Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles</p> <p>Si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</p>	<p>Le bâtiment sera compartimenté en 3 cellules.</p> <p>Le volume de l'entrepôt sera d'environ 214 000 m<sup>3</sup>. Ainsi, le volume de matières susceptibles d'être stockées ne pourra ainsi jamais atteindre 600 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les murs séparatifs entre cellules seront coupe-feu de degré 2 heures (REI 120)</p> <p>Les portes de communication mises en place dans les murs séparatifs seront EI2 120C.</p> <p>Les portes battantes satisferont une classe de durabilité C2 et seront munies de ferme-portes.</p> <p>La fermeture des portes coulissantes sera asservie à la détection incendie.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant établira une consigne pour s'assurer que la fermeture de ces portes ne sera pas gênée.</p> <p>Les parois Nord, Est et Ouest seront constituées d'écrans thermiques EI120. Seule la paroi Sud sera réalisée en bardage métallique. Ainsi les murs séparatifs en façade Sud seront donc prolongés latéralement sur une largeur de 0,5 mètre de part et d'autre du mur.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.</p> <p>Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification;</p> <p>Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</p>	<p>La toiture de l'entrepôt sera recouverte de bandes de protections sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre de chaque mur séparatif coupe-feu. Ces bandes de protection seront en matériaux A2s1d1 ou comporteront en surface une feuille métallique A2 s1 d1.</p> <p>Sans Objet.</p> <p>Les murs séparatifs REI 120 dépasseront d'un mètre en toiture.</p>
<p><b><u>7. Dimensions des cellules</u></b></p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p>	<p>Cellule 1 : 5 177 m<sup>2</sup> Cellule 2 : 5 150 m<sup>2</sup> Cellule 3 : 5 177 m<sup>2</sup></p> <p>Les 3 cellules seront équipées d'un système d'extinction automatique</p> <p>→ PJ 20 : Plan masse – implantation des murs séparatifs</p>
<p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous:</p> <p>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m<sup>2</sup> si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant;</p> <p>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m<sup>2</sup> et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</p> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise</p>	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Dans ce cas, l'installation doit disposer d'un plan de défense incendie prévu au point 23.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p>	<p>Une attestation de non ruine en chaîne sera fournie au moment de la construction du bâtiment, elle sera conservée sur site.</p>
<p><b><u>8. Matières dangereuses</u></b></p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>	<p>L'exploitant disposera des FDS avant réception des produits, il tiendra compte des recommandations de ces fiches pour organiser le stockage en tenant compte notamment des risques d'incompatibilité.</p> <p>Les matières dangereuses susceptibles d'être présentes sur site le seront dans des quantités limitées (quantités inférieures aux seuils de classement).</p> <p>Il n'est pas envisagé d'implanter de mezzanine dans le bâtiment.</p>
<p><b><u>9. Conditions de stockage</u></b></p>	

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Surface maximale des îlots au sol: 500 m<sup>2</sup>;</li> <li>2. Hauteur maximale de stockage: 8 mètres maximum;</li> <li>3. Largeurs des allées entre îlots: 2 mètres minimum.</li> </ol> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Hauteur maximale de stockage: 10 mètres maximum;</li> <li>2. Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers: 2 mètres minimum.</li> </ol> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à:</li> <li>– 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230L;</li> <li>– 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230L.</li> <li>– la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable</p>	<p>Une distance minimale sera maintenue entre le haut du stockage et la base de la toiture, ainsi qu'entre le sommet de stockage et les éléments de chauffage, du système d'extinction automatique et d'éclairage.</p> <p>Il n'est actuellement pas prévu de stockage en vrac. En cas de mis en place d'un tel stockage, les prescriptions ci-contre devront être respectées.</p> <p>En cas de stockage en masse, les prescriptions ci-contre devront être respectées, les îlots seront identifiés pour garantir le respect de la surface.</p> <p>→ <i>PJ 21 : Plan rdc – implantation des racks prévue</i></p> <p>Sans Objet, le bâtiment sera équipé d'un système d'extinction automatique.</p> <p>Le stockage de matières dangereuses susceptibles d'être entreposées respectera les prescriptions ci-contre.</p> <p>Sans Objet, il n'est pas prévu d'implanter de mezzanine dans l'entrepôt.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. «Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. «Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert.</p> <p>«Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert. «Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>«Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.»</p>	<p>Les interdictions ci-contre seront respectées lors de la mise en exploitation selon les échéances mentionnées.</p>
<p><b><u>10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux</u></b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;</li> </ul>	<p>Le sol de l'entrepôt sera constitué d'une dalle béton.</p> <p>Le sol du local de charge sera recouvert d'une résine étanche et résistante aux acides susceptible de s'écouler. Les effluents pourront être recueillis gravitairement dans un bac de rétention pour être ensuite collectés par une société spécialisée.</p> <p>Des rétentions correspondant aux prescriptions ci-contre seront mises en œuvre en cas de stockage de matières dangereuses (il reste à noter qu'il n'est pas prévu sur</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. «Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>	<p>cet entrepôt de stocker de matières dangereuses dans des quantités dépassant les seuils de classement).</p>
<p><b><u>11. Eaux extinction incendie</u></b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p>	<p>Les mesures sont prises sur site pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.</p> <p>Le confinement sera réalisé par un dispositif externe aux cellules de stockage. Les mesures sont prises sur site pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Ces dernières seront maintenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– au niveau des quais grâce à des pentes prévues à cet effet</li> <li>– dans les bassins de rétention étanches</li> </ul>



Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part;</li> <li>– du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part;</li> <li>– du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020 ).</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>	<p>Une vanne martelière, asservie au système d'extinction automatique permettra d'isoler le réseau d'eaux pluviales, et de maintenir sur site l'ensemble des eaux d'extinction. En cas d'incendie, les eaux ainsi retenues seront analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.</p> <p>Le besoin de rétention des eaux incendie a été calculé à partir du document D9A dont le détail du calcul est présenté au chapitre 3. L'application de la méthode au site nous conduit à un volume à retenir égal à 1 750 m<sup>3</sup>.</p> <p>Sans objet : confinement externe.</p> <p>Une vanne martelière sera implantée en aval de chaque bassin d'orage étanche. En cas d'incendie, la fermeture automatique ou manuelle de ces vannes permettra de retenir les eaux d'extinction dans le bassin étanche.</p> <p>Le calcul du volume nécessaire au confinement a été calculé conformément au document D9a de juin 2020. Le volume calculé s'élève à 1750 m<sup>3</sup>.</p> <p>→ <a href="#">Chapitre 3 : Calcul D9A.</a></p> <p>Les vannes martelières implantées en aval de chaque bassin de rétention étanche seront signalées, actionnables localement, à partir d'un poste de</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
	<p>commande et seront asservies au déclenchement du système d'extinction automatique. Elles seront régulièrement entretenues.</p> <p>→ <i>Plan d'ensemble avec implantation bassins</i> <i>Annexe 1 de la PJ2bis : notice hydraulique.</i></p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>12. Systèmes de détection incendie</u></b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>	<p>La détection incendie sera assurée par le système d'extinction automatique. En effet, d'après la note du SEI en date du 07/01/05 dont un extrait est joint ci-dessous, il n'y a pas lieu d'imposer une installation spécifique de détection automatique incendie en plus de l'installation d'extinction automatique d'incendie :</p> <p><i>«Les têtes de sprinklers qui sont thermofusibles réagissent lors d'une température anormalement élevée de la cellule de stockage dans laquelle ils sont installés. Dès que les sprinklers se déclenchent, l'installation d'extinction qui détecte la circulation de l'eau dans les canalisations actionne une alarme transmise à un poste de surveillance de l'exploitant. Dans ce mode particulier de fonctionnement, le sprinkleur fait office de détection automatique d'incendie et il n'y a pas lieu d'imposer une installation spécifique de détection automatique d'incendie en plus de l'installation d'extinction automatique d'incendie».</i></p> <p>L'installation sprinkler qui sera mise en œuvre dans l'établissement fera l'objet d'un certificat de conformité qui permettra de s'assurer de sa compatibilité et de son efficacité vis-à-vis des produits stockés dans l'établissement et de leur mode de stockage.</p> <p>Les bureaux et locaux sociaux seront implantés en façade Sud et seront équipés d'une détection automatique d'incendie. Les locaux techniques seront implantés en façade Est, ils seront équipés d'une détection automatique d'incendie.</p> <p>Les documents démontrant la pertinence du dimensionnement de cette détection seront conservés sur site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>13. Moyens de lutte contre l'incendie</u></b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> <li>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</li> </ul> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins</p>	<p>L'installation sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie. Il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 poteaux incendie situés sur le pourtour du site, et alimentés par le réseau du Canal de Provence. Ces poteaux seront disposés de telle sorte que l'accès extérieur de chaque cellule sera à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et les poteaux seront distants entre eux de 150 mètres maximum</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li> </ul> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et seront et maintenus en état de fonctionnement en permanence.</li> </ul> <p>Les essais de débit des poteaux incendie seront réalisés, une demande sera faite auprès du gestionnaire du réseau afin de s'assurer que les poteaux incendie apporteront un débit suffisant. Le calcul de la D9 annexé au présent document met en évidence les besoins en eau suivants : 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures soit 540 m<sup>3</sup></p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels</p>	<p>(le réseau du canal de Provence permet de délivrer au niveau de la ZAC des Florides un débit de 720 m<sup>3</sup>/h).</p> <p>→ <i>Chapitre 3 : Dimensionnement D9.</i></p> <p>Sans objet.</p> <p>Sans objet, les poteaux incendie seront alimentés par un réseau (réseau du Canal de Provence)</p> <p>L'installation sera dotée d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>	<p>Le système sprinklage sera conçu, installé et entretenu conformément à un référentiel reconnu. Le bon dimensionnement du système d'extinction automatique fera l'objet d'une étude avant installation et d'une validation par l'assureur</p> <p>Un exercice de défense contre l'incendie sera programmé dans le trimestre qui suit l'obtention de l'arrêté d'Enregistrement et renouvelé au moins tous les 3 ans</p>
<p><b><u>14. Evacuation du personnel</u></b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>	<p>Le plan RDC permet de constater que les issues de secours seront disposées de telle sorte que tout point des cellules de stockage ne soit pas distant de plus de 75 mètres de l'une d'elle (le positionnement des racks est tel qu'il n'y aura pas de partie de l'entrepôt formant cul-de-sac).</p> <p>Chaque cellule dispose au minimum de deux issues de secours dans des directions opposées</p> <p>→ <i>PJ21 : Plan RDC – localisation des issues</i></p> <p>Dans le trimestre qui suivra l'obtention de l'arrêté d'Enregistrement, l'exploitant organisera un exercice d'évacuation qui sera renouvelé tous les 6 mois.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<b><u>15. Installations électriques et équipements métalliques</u></b> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>	<p>Les installations et le matériel électrique seront conformes aux prescriptions de la norme NFC 15-100 « Installation électrique basse tension ».</p> <p>Il sera installé un dispositif de coupure et de sectionnement général pour chaque armoire électrique, accessible depuis l'extérieur de l'armoire sans clef.</p> <p>Les équipements métalliques seront mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Le transformateur sera implanté dans un local accolé au Pignon Est du bâtiment. Il sera isolé de la cellule d'entreposage (C3) par un mur REI 120 et sera accessible uniquement depuis l'extérieur.</p> <p>Une Analyse du Risque Foudre (ARF) a été réalisée et est présentée en annexe du dossier. L'Etude Technique sera réalisée pendant la construction de l'entrepôt, et sera tenue à disposition de l'inspection des installations classées</p> <p><b><u>Annexe 4 de la PJ2bis : ARF</u></b></p> <p>Le site disposera d'une installation photovoltaïque en toiture réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010, avec notamment les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- panneaux mis à la terre et reliés à une protection contre la foudre</li><li>- cheminements de câbles extérieurs au bâtiment et n'interférant pas avec l'exploitation logistique du bâtiment</li><li>- mise en place de coupures d'urgence</li><li>- système de monitoring détectant et transmettant d'éventuelles défaillances permettant une supervision à distance</li><li>- implantation des modules de manière à permettre l'accès au toit pour d'éventuelles maintenances et accès au service de secours, et à limiter le</li></ul>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
	<p>facteur d'ombrage pour augmenter le productible et limiter les échauffements par phénomène de point chaud</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Ensemble du complexe composé par la toiture en bac acier avec isolant et complexe d'étanchéité, et panneaux photovoltaïques Broof T3</li><li>- Onduleur photovoltaïque dans un local dédié au sol REI60</li></ul>
<p><b><u>16. Eclairage</u></b></p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>	<p>L'éclairage artificiel sera assuré par un éclairage électrique de type LED qui seront implantés entre les racks, éloignés des stockages.</p> <p>Sans objet</p>
<p><b><u>17. Ventilation et recharge de batteries</u></b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p>	<p>Le bâtiment disposera de deux locaux de charge dédiés au chargement des batteries des chariots élévateurs.</p> <p>Pour limiter le risque d'accumulation d'hydrogène, chaque local de charge de l'établissement sera équipé d'une ventilation mécanique forcée à laquelle sera asservie l'opération de charge. Cette ventilation débouchera en toiture.</p> <p>Sans objet : les conduits de ventilation ne traverseront pas le mur de séparation avec la cellule.</p>



Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme- porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>	<p>Chaque local sera exclusivement réservé à l'activité de recharge des batteries. Les locaux seront accolés au pignon Nord du bâtiment. Ils seront isolés des cellules de stockage (C1 et C3) par un mur REI 120 et une porte coulissante EI 120 C.</p>
<p><b><u>18. Chauffage</u></b></p> <p><b><u>18.1. Chaufferie</u></b></p> <p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li><li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li><li>- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li></ul>	<p>Une chaufferie est prévue, et sera accolée au pignon Est du bâtiment. Elle sera isolée de la cellule 3 par un mur REI120. Il n'est pas prévu de communication avec d'autre local</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li><li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li><li>- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li></ul>
<p><b><u>18.2. Autres moyens de chauffage</u></b></p> <p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté:</p> <p>[...]</p>	<p>Sans objet – pas d'aérothermes à gaz</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>	<p>La prescription sera respectée le cas échéant</p> <p>Sans objet – les bureaux et locaux sociaux seront chauffés via des PAC réversibles</p> <p>Sans objet – pas de chauffage des engins de manutention</p> <p>Le chauffage des bureaux sera assuré par une climatisation réversible par pompe à chaleur.</p>
<p><b><u>19. Nettoyage des locaux</u></b></p> <p>Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques</p>	<p>Le nettoyage de l'entrepôt sera effectué périodiquement, par une société extérieure. Le personnel de l'entrepôt veillera également à ce que les surfaces soient maintenues propres.</p>
<p><b><u>20. Travaux de réparation et d'aménagement</u></b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa point 3.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être</p>	<p>Lors de l'intervention d'entreprises extérieures un permis d'intervention et si nécessaire un permis feu, sera systématiquement formalisé par l'exploitant.</p> <p>Deux visites seront effectuées, une en début et l'autre en fin de chantier.</p> <p>Ces documents seront conservés sur le site et seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants;</li><li>– l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien;</li><li>– les instructions à donner aux personnes en charge des travaux;</li><li>– l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence;</li><li>– lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li></ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<b><u>21. Consignes</u></b>	

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de fumer ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages;</li><li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li><li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li><li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11;</li><li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li><li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li></ul>	<p>Les consignes prévues au point 21 seront formalisées et mises en œuvre par l'exploitant.</p>
<p><b><u>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</u></b></p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>	<p>L'exploitant assurera la maintenance des différents équipements du site. Des contrôles périodiques seront effectués par des organismes agréés afin de garantir la sécurité des équipements (installations électriques, exutoires de fumées, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs etc ...). Des opérations de maintenance internes seront également régulièrement effectuées (tests hebdomadaires des pompes du système de sprinklage notamment). Les vérifications périodiques seront consignées dans un registre de sécurité.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au point 23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.</p>	<p>L'exploitant rédigera les mesures à prendre pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Ces mesures reposeront sur des rondes renforcées et l'interdiction de travaux par point chauds durant ces périodes</p> <p>Le personnel sera formé.</p>
<p><b><u>23. Plan de défense incendie</u></b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le schéma d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et</li></ul>	<p>Un Plan de Défense Incendie sera formalisé suivant les dispositions du point 23, tenu à jour et éprouvé par l'exploitant. Ce Plan de Défense Incendie sera rédigé durant la phase de construction de l'entrepôt de manière à être opérationnel dès la mise en service de l'entrepôt.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>	

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis;</li><li>– les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux;</li><li>– les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li></ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident;</li><li>– les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la</li></ul>	<p>Sans objet – Pas de POI sur le site</p> <p>Sans objet – le site ne relève pas du régime de l'autorisation</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.  Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.	
<p><b><u>24.1. Bruits</u></b></p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation);</li><li>- zones à émergence réglementée :<ul style="list-style-type: none"><li>o l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li><li>o les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li><li>o l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li></ul></li></ul> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	Rappel des définitions.



Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017			Dispositions prévues sur le site
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>			<p>L'exploitant s'assurera des niveaux sonores définis ci-contre suivant la périodicité et les conditions détaillées dans l'Arrêté Ministériel.</p> <p>Des mesures de bruit ont été réalisées afin de définir l'état sonore initial du site.</p>
<p><b><u>24.2. Véhicules - engins de chantier</u></b></p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>			<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui seront utilisés en phase chantier seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage, sera interdit.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</u></b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p>	<p>Des mesures de niveaux sonores seront réalisées dans le premier trimestre d'exploitation et tenues à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b><u>25. Surveillance du stockage</u></b></p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>	<p>Le site sera entièrement clôturé et placé sous télésurveillance 7j/7, 24h/24h. La société de télésurveillance disposera de l'ensemble des renvois d'alarme :</p> <p>Des procédures d'alerte et d'accueil des équipes de secours seront formalisées par l'exploitant.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017	Dispositions prévues sur le site
<p><b><u>26. Mise en sécurité et remise en état en fin d'exploitation</u></b></p> <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li><li>- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</li></ul>	<p>En cas de cessation d'exploitation, l'exploitant en informera le Préfet au minimum trois mois avant conformément à l'article R 512-46-25 du Code de l'Environnement, et s'engagera à lui remettre un dossier sur l'état du site et son devenir.</p> <p>La notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site dès son arrêt.</p> <p>Après accord sur les types d'usage futurs du site, l'exploitant transmettra au Préfet, dans un délai précisé par ce dernier, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises pour la protection de l'environnement compte-tenu du ou des types d'usage prévus pour le site</p> <p>Il est à noter que l'avis du maire sur la remise en état du site a été sollicité. Le courrier associé est présenté en P.J n°12</p>
<p><b><u>27. Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques</u></b></p> <p><u>[...]</u></p>	<p>Sans objet – les dispositions associées au point 27 ne sont pas reprises car le projet ne prévoit pas de cellule et chambre frigorifique</p>
<p><b><u>28. Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles</u></b></p> <p><u>[...]</u></p>	<p>Sans objet – les dispositions associées au point 28 ne sont pas reprises car le site ne comportera pas de cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles</p>

## 2. EVALUATION DES FLUX THERMIQUES EMIS LORS DE L'INCENDIE D'UNE CELLULE

### 2.1 RAPPEL DE LA METHODE ET DES SEUILS DE GRAVITE

#### 2.1.1 Méthode d'évaluation des flux thermiques pour le stockage en entrepôt

Les flux thermiques ont été évalués avec l'outil Flumilog, développé par l'INERIS. L'outil a été construit sur la base d'une confrontation des différentes méthodes utilisées par ces centres techniques complétée par des essais à moyenne et d'un essai à grande échelle. Cette méthode prend en compte les paramètres prépondérants dans la construction des entrepôts afin de représenter au mieux la réalité.

La méthode concerne principalement les entrepôts entrant dans les rubriques 1510, 1511, 1530, 2662 et 2663 de la nomenclature ICPE et plus globalement aux rubriques comportant des combustibles solides. La méthode Flumilog est également adaptée aux stockages de liquides inflammables et d'aérosols en entrepôt.

Nota : les résultats obtenus sont valables pour les hypothèses prises et pour la version en vigueur de Flumilog soit l'interface graphique version 5.4.0.5 et de l'outil de calcul version 5.4. Toute évolution future du logiciel Flumilog est susceptible de modifier les flux thermiques modélisés.

#### 2.1.2 Seuils de gravité pour les flux thermiques rayonnés en continu

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes (Source : Arrêté du 29 septembre 2005) :

	VALEURS	COMMENTAIRES
<b>Effets sur l'homme</b>	8 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des effets létaux significatifs
	5 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des premiers effets létaux
	3 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des effets irréversibles
<b>Effets sur les structures</b>	200 kW/m <sup>2</sup>	Seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes
	20 kW/m <sup>2</sup>	Seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton
	16 kW/m <sup>2</sup>	Seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton
	8 kW/m <sup>2</sup>	Seuil des effets domino et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures
	5 kW/m <sup>2</sup>	Seuil de destruction de vitres significatif

## 2.2 HYPOTHESES DE CALCULS

### 2.2.1 Caractéristiques géométriques

Cellule	1	2	3
Longueur en mètre	110,5	110,5	110,5
Largeur en mètre	46,8	46,4	46,8
Hauteur	12,20	12,20	12,20

### 2.2.2 Dispositions constructives

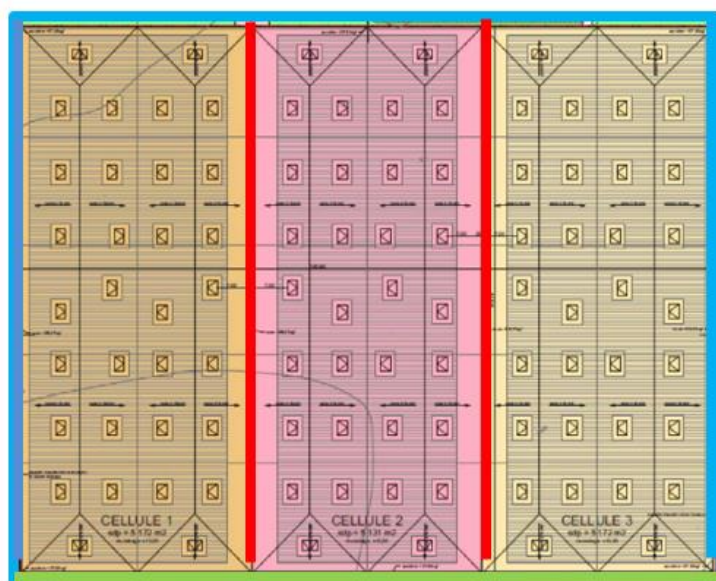
- Toiture :
  - Bac acier multicouches
  - Résistance au feu des poutres : 60 minutes
  - Résistance au feu des pannes : 15 minutes
  - Surface des exutoires : 2 %
  - Dimensions des portes
    - ✚ Portes de quai : 2,7 m \* 3 m
    - ✚ Porte plain-pied : 4m \* 4,5m
  - Nombre de portes de quai :

Cellule	1	2	3
Portes de quais	6	7	6
Porte de plain pied	1	1	1
Surface totale ouverture	66,6 m <sup>2</sup>	74,7 m <sup>2</sup>	66,6 m <sup>2</sup>

Nota : L'ensemble de ces ouvertures sont implantée en façade Sud de l'entrepôt.

- Autres ouvertures :

La façade Nord disposera de châssis vitrés (6 châssis de 1,7 x 4,4m par cellule). Afin de prendre en compte ces ouvertures dans la modélisation, ces châssis ont été assimilés à des portes de quais.



<span style="color: blue;">—</span>	Paroi REI 120
<span style="color: red;">—</span>	Paroi REI 120 avec dépassement d'1 m en toiture (parois séparatives entre cellules)
<span style="color: green;">—</span>	Bardage métallique

### 2.2.3 Configuration du stockage

✓ **Stockages de matières combustibles – Cas d'un stockage en racks**

		C1 à C3
Dispositions du Stockage	Type	Rack
	Nombre de niveaux	6
	Longueur de stockage	85,5 l
	Longueur de préparation (A)	20 m
	Longueur de préparation (B)	5 m
	Longueur $\alpha$	0,1 m
	Longueur $\beta$	0,1 m
	Hauteur max stockage	10,2 m
	Hauteur canton	1
	Hauteur canton	1
Racks	Nombre double racks	7
	Largeur double racks	2,5 m
	Nombre simple racks	2
	Largeur simple racks	1,4 m
Dimensions palettes	Longueur	Adaptée au plan de racking
	Largeur	
	Hauteur	
Type palette	Rubrique ICPE	1510 / 2662

**Stockages de matières combustibles – Cas d'un stockage en masse**

Pour un stockage en masse, il a été considéré de manière majorante un remplissage de la cellule, en considérant les hypothèses suivantes :

- zone de préparation de 20m
- conditions de stockage permettant de répondre aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 pour les stockages en masse : ilot de 500m<sup>2</sup>, sur une hauteur maximale 8m, avec un espace entre ilots de 2m.

Stockage deCellule n°1

Mode de stockage Masse

Stockage en masse

Généralités

Nombre de niveau de stockage

Longueur de préparation ou déport latéral (A)  m

Longueur de préparation ou déport latéral (B)  m

Longueur de préparation ou déport latéral ( $\alpha$ )  m

Longueur de préparation ou déport latéral ( $\beta$ )  m

Hauteur du canton  m

Ecart entre le haut du stockage et le canton  m

Ilots

Nombre d'ilots dans le sens de la longueur

Nombre d'ilots dans le sens de la largeur

Largeur des ilots  m

Longueur des ilots  m

Hauteur des ilots  m

Largeur des allées entre les ilots  m

Informations

Longueur totale  m

Largeur totale  m

Surface de stockage réelle  m<sup>2</sup>

Volume réel de stockage  m<sup>3</sup>

Stockage deCellule n°2

Mode de stockage Masse

Stockage en masse

Généralités

Nombre de niveau de stockage

Longueur de préparation ou déport latéral (A)  m

Longueur de préparation ou déport latéral (B)  m

Longueur de préparation ou déport latéral ( $\alpha$ )  m

Longueur de préparation ou déport latéral ( $\beta$ )  m

Hauteur du canton  m

Ecart entre le haut du stockage et le canton  m

Ilots

Nombre d'ilots dans le sens de la longueur

Nombre d'ilots dans le sens de la largeur

Largeur des ilots  m

Longueur des ilots  m

Hauteur des ilots  m

Largeur des allées entre les ilots  m

Informations

Longueur totale  m

Largeur totale  m

Surface de stockage réelle  m<sup>2</sup>

Volume réel de stockage  m<sup>3</sup>

Stockage deCellule n°3

Mode de stockage Masse

Stockage en masse

Généralités

Nombre de niveau de stockage

Longueur de préparation ou déport latéral (A)  m

Longueur de préparation ou déport latéral (B)  m

Longueur de préparation ou déport latéral ( $\alpha$ )  m

Longueur de préparation ou déport latéral ( $\beta$ )  m

Hauteur du canton  m

Ecart entre le haut du stockage et le canton  m

Ilots

Nombre d'ilots dans le sens de la longueur

Nombre d'ilots dans le sens de la largeur

Largeur des ilots  m

Longueur des ilots  m

Hauteur des ilots  m

Largeur des allées entre les ilots  m

Informations

Longueur totale  m

Largeur totale  m

Surface de stockage réelle  m<sup>2</sup>

Volume réel de stockage  m<sup>3</sup>



## 2.3 RESULTATS ET CARTOGRAPHIE DES ZONES D'EFFETS

Les résultats sont fournis par le logiciel Flumilog sous forme de « Note de calcul » avec une représentation graphique.

Annexe 2a : Notes de calculs – Palette Type 1510 (Stockage Racks)

Annexe 2b : Notes de calculs – Palette Type 2662 (Stockage Racks)

Annexe 2c : Notes de calculs – Palette Type 1510 (Stockage Masse)

Annexe 2d : Notes de calculs – Palette Type 2662 (Stockage Masse)

### 2.3.1 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 1510 – stockage racks

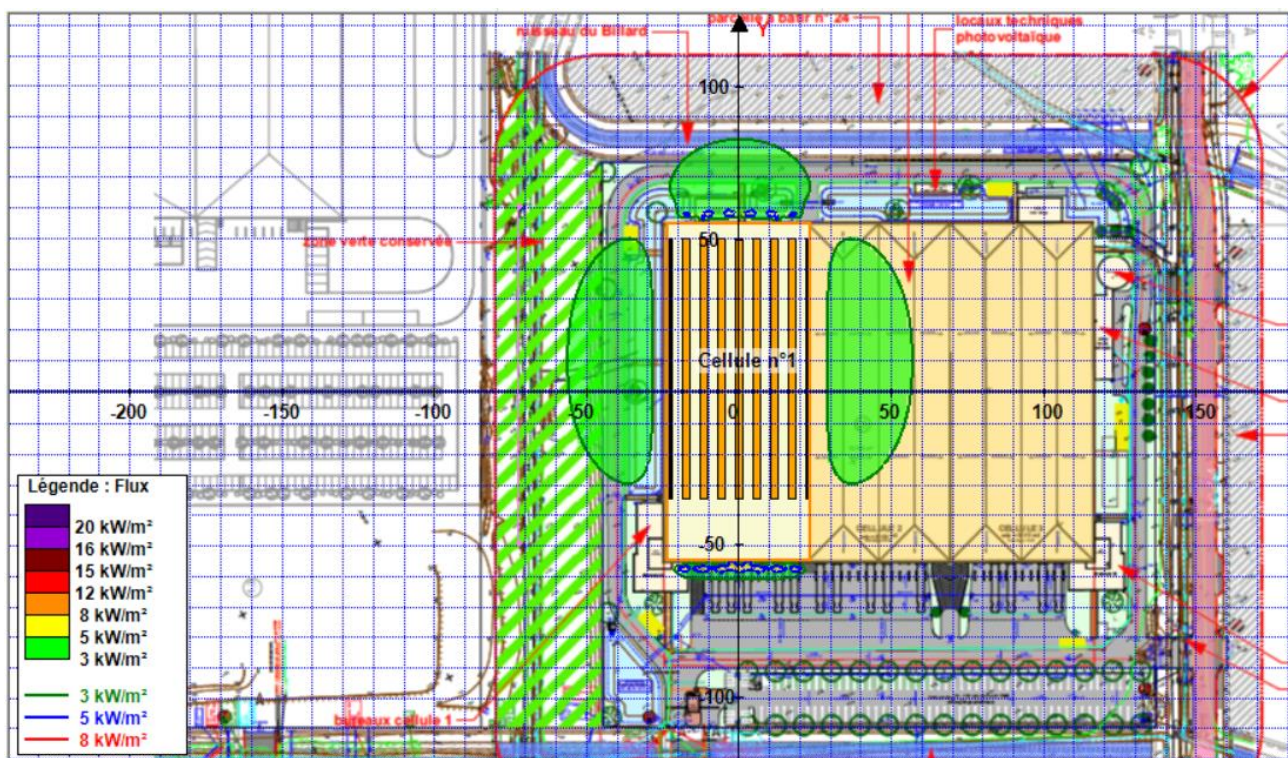


Figure 1 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 1 – Palette type 1510 (Racks)



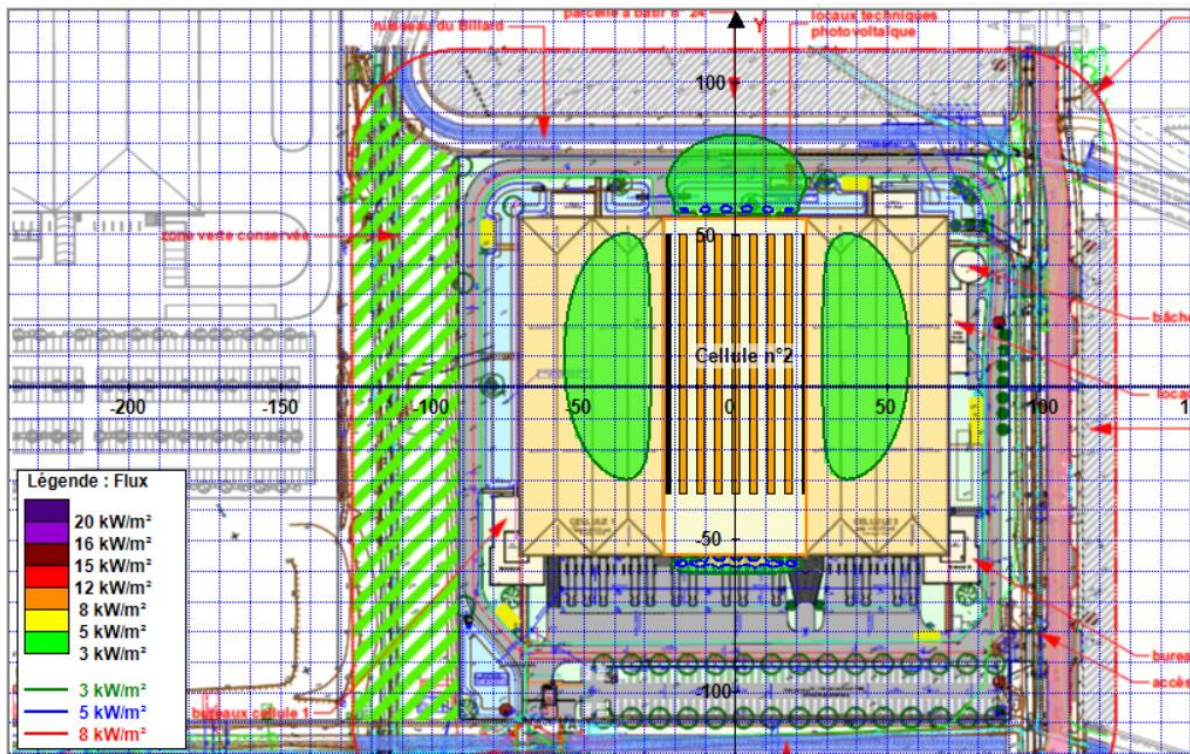


Figure 2 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 2 – Palette type 1510 (Racks)

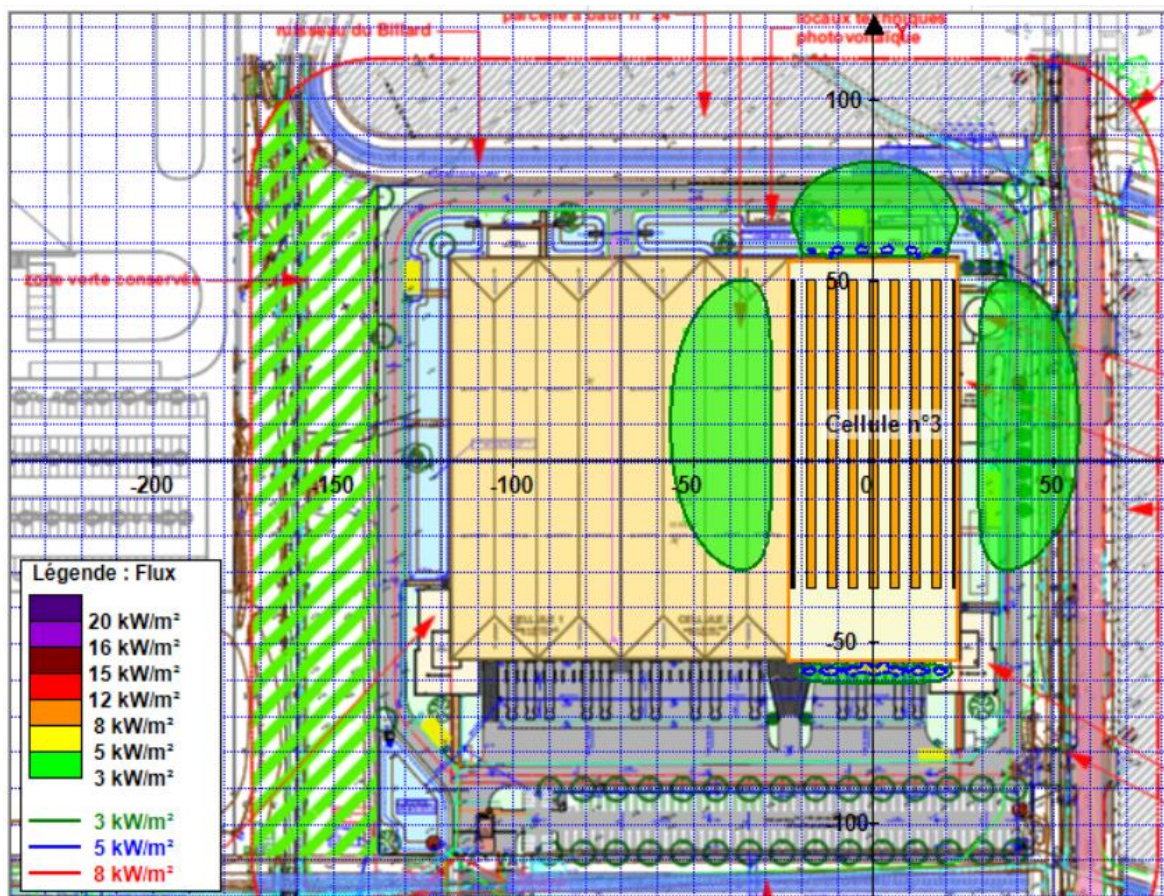


Figure 3 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 3 – Palette type 1510 (Racks)



### 2.3.2 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 2662 – stockage racks

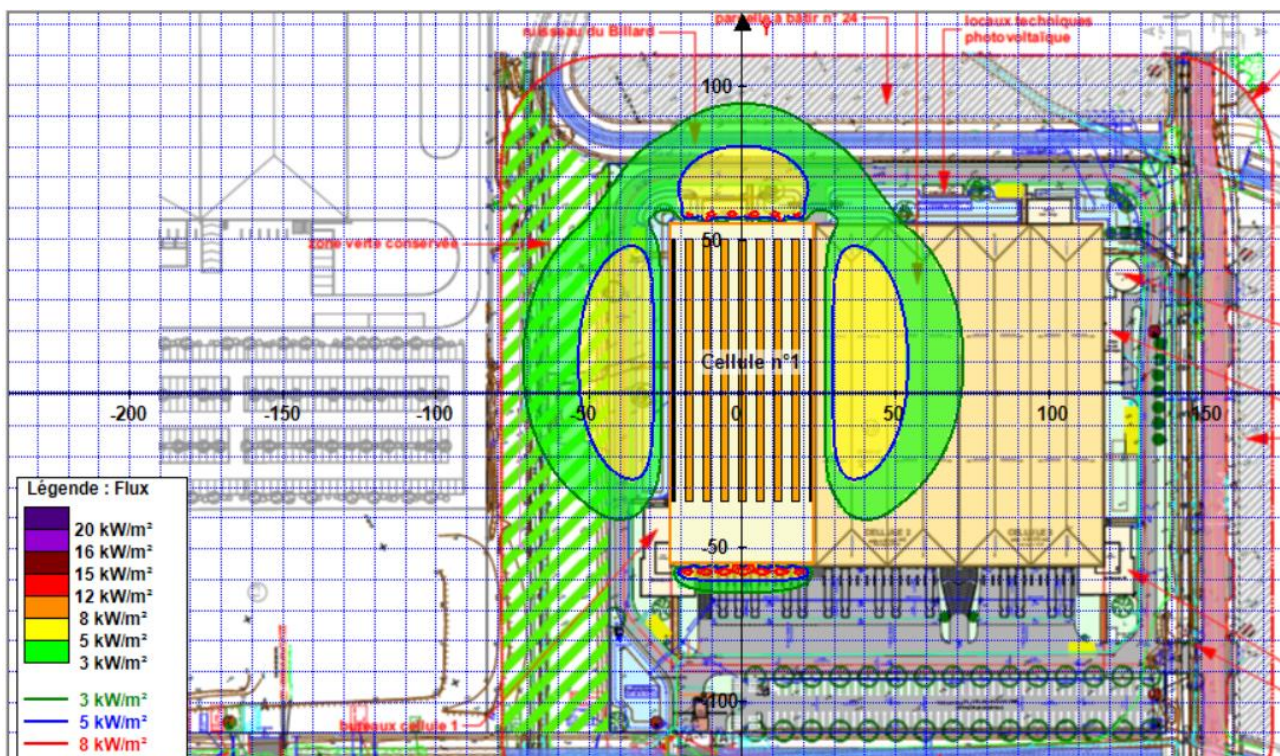


Figure 4 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 1 – Palette type 2662 (Racks)

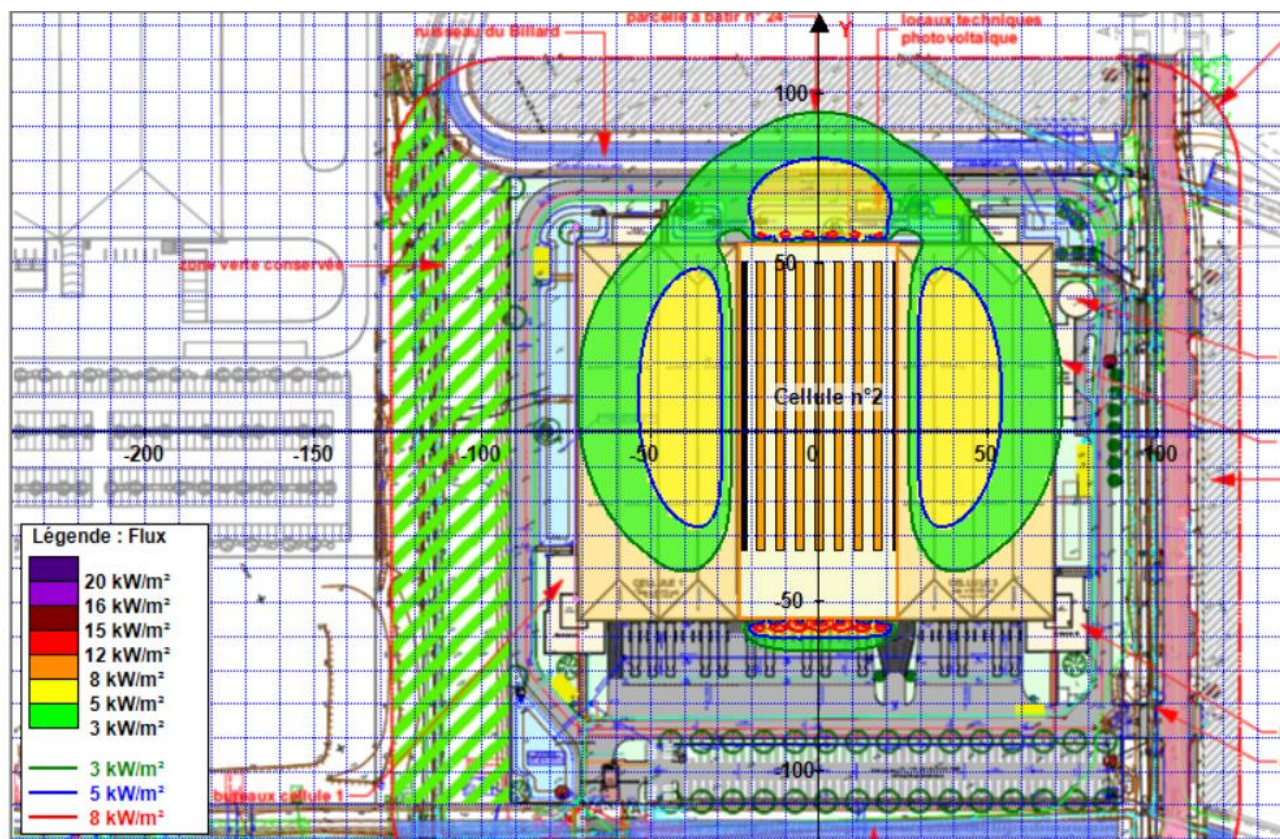


Figure 5 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 2 – Palette type 2662 (Racks)



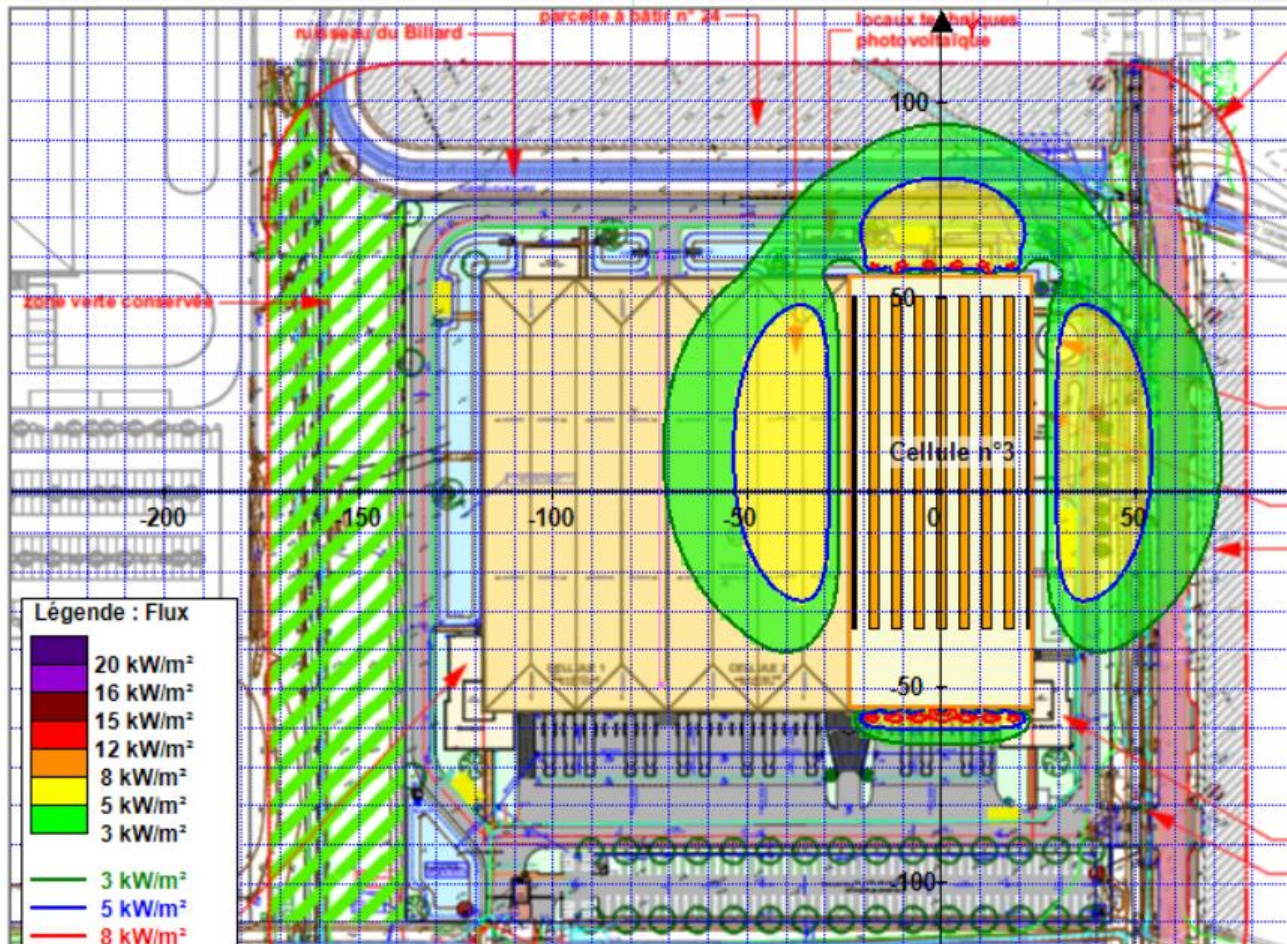


Figure 6 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 3 – Palette type 2662 (Racks)



### 2.3.3 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 1510 – stockage masse

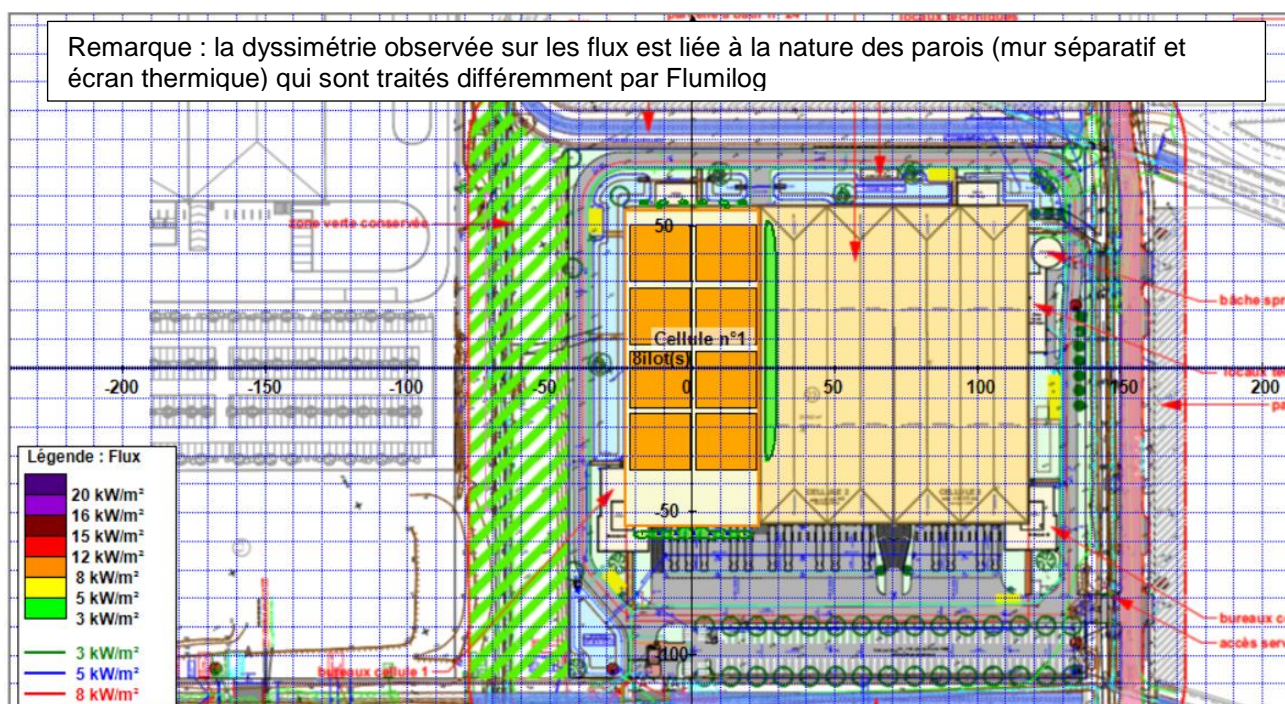


Figure 7 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 1 – Palette type 1510 (Masse)

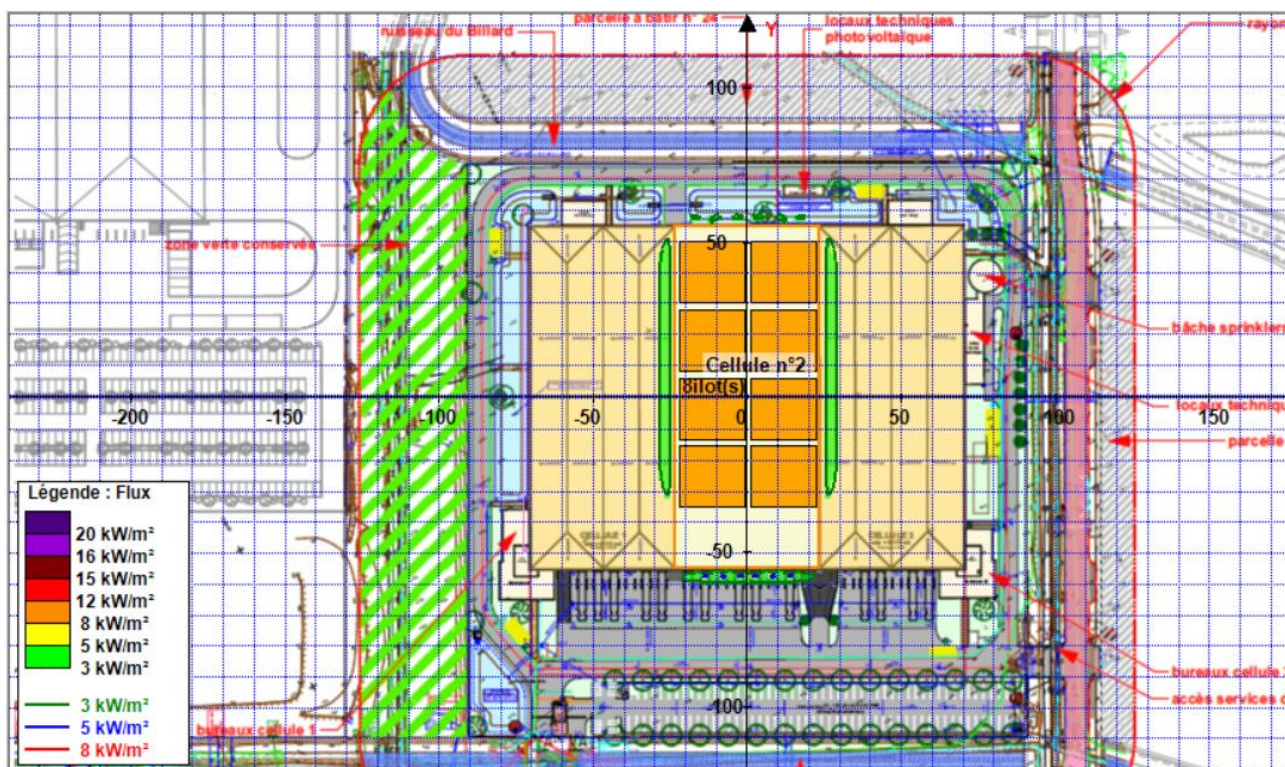


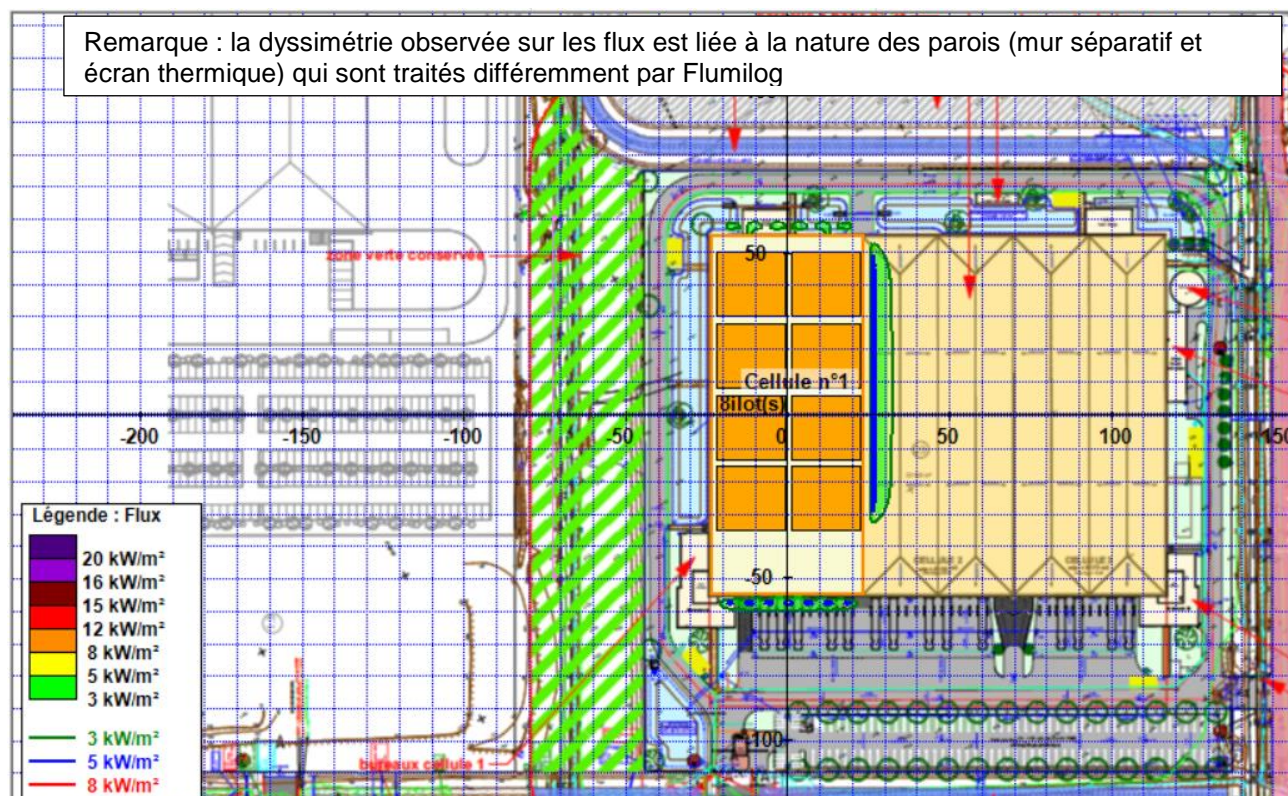
Figure 8 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 2 – Palette type 1510 (Masse)





**Figure 9 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 3 – Palette type 1510 (Masse)**

#### 2.3.4 Cartographie des zones d'effets C1 à C3 – palette type 2662 – stockage masse



**Figure 10 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 1 – Palette type 2662 (Masse)**



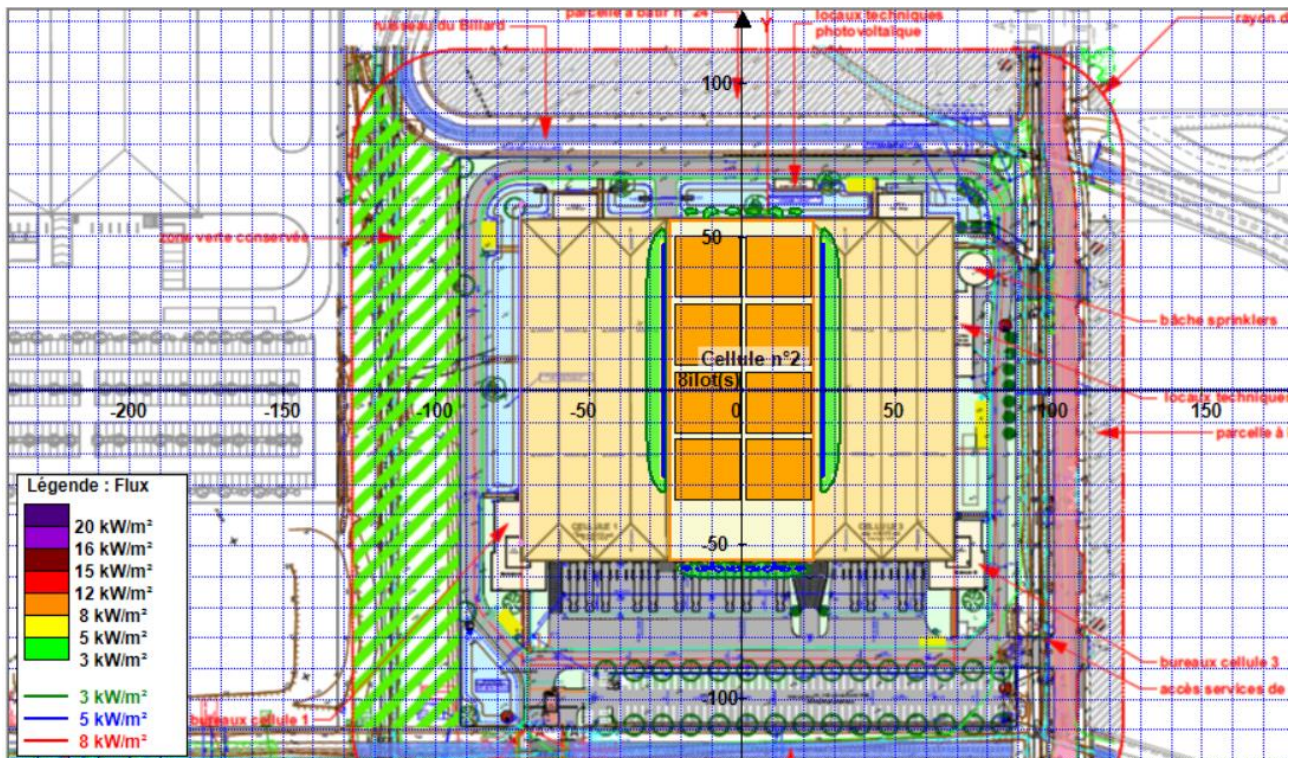


Figure 11 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 2 – Palette type 2662 (Masse)

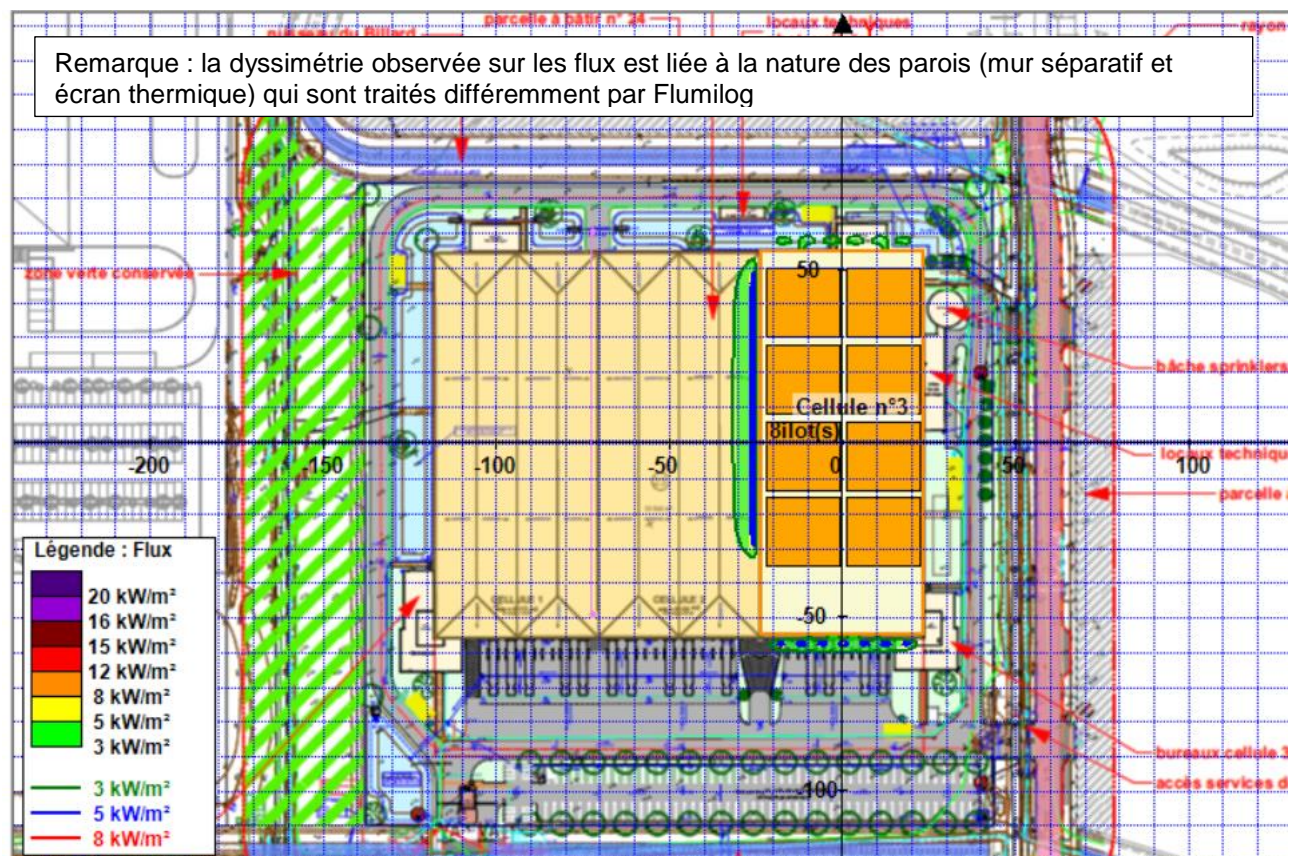


Figure 12 : Cartographie des flux thermiques – Cellule 3 – Palette type 2662 (Masse)



## 2.4 ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats obtenus et présentés au chapitre 2.3 mettent en évidence :

- **Pour une palette type 1510, avec un stockage en racks**
  - l'absence de flux thermiques associés à des effets de 8 kW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriété
  - l'absence de flux thermiques associés à des effets de 5 kW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriété
  - la présence de flux de 3 kW/m<sup>2</sup> au-delà de l'emprise du site au Nord, à l'Est et à l'Ouest, les zones atteintes sont :
    - ✚ au Nord : le ruisseau du Billard
    - ✚ à l'Ouest : la zone verte conservée de la ZAC des Florides
    - ✚ à l'Est : la bande de terrain entre le site et le chemin des Aiguilles

→ Ainsi aucune cible visée par l'arrêté du 11/04/17 n'est atteinte : en effet le flux n'atteint ni immeubles de grande hauteur, ni établissements recevant du public (ERP) ni voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, ni voies d'eau ou bassins, ni voies routières à grande circulation.
- **Pour une palette type 2662, avec un stockage en racks**
  - l'absence de flux thermiques associés à des effets de 8 kW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriété
  - la présence de flux de 5 kW/m<sup>2</sup> au-delà de l'emprise du site au Nord, à l'Ouest et à l'Est.
    - ✚ Au Nord : la zone atteinte (environ 2m) est la bande de terrain comprise entre le ruisseau et la limite de site
    - ✚ A l'Ouest la zone atteinte est la bande verte de la ZAC des Florides.
    - ✚ A l'Est, la zone atteinte est la bande de terrain entre le site et le chemin des Aiguilles.

→ Ainsi, le flux n'atteint ni constructions à usage d'habitation, ni immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations ni voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt

  - la présence de flux de 3 kW/m<sup>2</sup> au-delà de l'emprise du site au Nord, à l'Est et à l'Ouest. Les zones atteintes sont :
    - ✚ Au Nord : l'extrémité Sud du lot 24. Ce lot est actuellement dépourvu de construction. Il est à noter que la zone atteinte représente une largeur sur ce lot d'environ 5m. Au vu des prescriptions d'urbanisme et des règles d'éloignement des bâtiments aux limites séparatives, aucun bâtiment ne pourra être atteint.
    - ✚ A l'Ouest : la zone atteinte est la bande verte de la ZAC des Florides
    - ✚ A l'Est, le chemin des Aiguilles, qui n'est classé comme voie routière à grande circulation

→ Ainsi aucune cible visée par l'arrêté du 11/04/17 n'est atteinte : en effet le flux n'atteint ni immeubles de grande hauteur, ni établissements recevant du public (ERP) ni voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, ni voies d'eau ou bassins, ni voies routières à grande circulation.
- **Pour une palette type 1510, avec un stockage en masse**
  - l'ensemble des flux thermiques restent contenus dans les limites de propriété

→ Aucune cible visée par l'arrêté du 11/04/17 n'est donc atteinte.
- **Pour une palette type 2662, avec un stockage en masse**
  - l'ensemble des flux thermiques restent contenus dans les limites de propriété

→ Aucune cible visée par l'arrêté du 11/04/17 n'est donc atteinte.

En conséquence, l'implantation du projet BARYFLOR est conforme aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

## 2.5 ETUDE DES SCENARIOS DE PROPAGATION

---

Rappel de la FAQ propagation de Flumilog :

**Dans le cadre d'un stockage 1510**, la FAQ précise que quelle que soit la durée de feu calculée par Flumilog, il est recommandé de ne pas modéliser de scénario de propagation pour des cellules :

- de moins de 12 000 m<sup>2</sup> ;
- de moins de 23 m de hauteur ;
- pourvue d'une toiture ayant une résistance au feu (panne, poutre et couverture) de moins de 30 min ;
- avec un stockage composé de simples et doubles-racks

→ Ainsi à la lecture de ces éléments :

- le stockage en racks avec une palette 1510 n'a pas à faire l'objet d'une étude de propagation dans la mesure où les cellules du projet BARYFLOR répondant à ces conditions,
- le stockage en masse avec une palette 1510 a quant à lui fait l'objet d'un scénario de propagation présenté ci-après

**Concernant un stockage 2662**, la FAQ précise qu'au regard du fort potentiel calorifique de certains produits polymères, les cellules susceptibles d'accueillir tous types de polymères devront faire l'objet d'un scénario de propagation en cas de départ de feu dans la cellule si la durée de feu calculée par Flumilog est supérieure à la durée de tenue théorique des parois séparatives.

→ Ainsi à la lecture de ces éléments :

- Pour un stockage en racks : La durée d'incendie maximale calculée par Flumilog est de 94 minutes soit une durée inférieure à la résistance au feu des murs séparatifs. Le scénario de propagation n'est donc pas à étudier.
- Pour un stockage en masse : la durée d'incendie maximale calculée par Flumilog est de 167 minutes soit une durée supérieure à la résistance au feu des murs séparatifs. Le scénario de propagation est donc présenté ci-après



### 2.5.1 Etude de la propagation pour un stockage masse avec une palette type 1510

Les hypothèses de modélisation de chacune des cellules sont celles du §2.4.  
Les notes de calcul associées sont présentées en annexe.

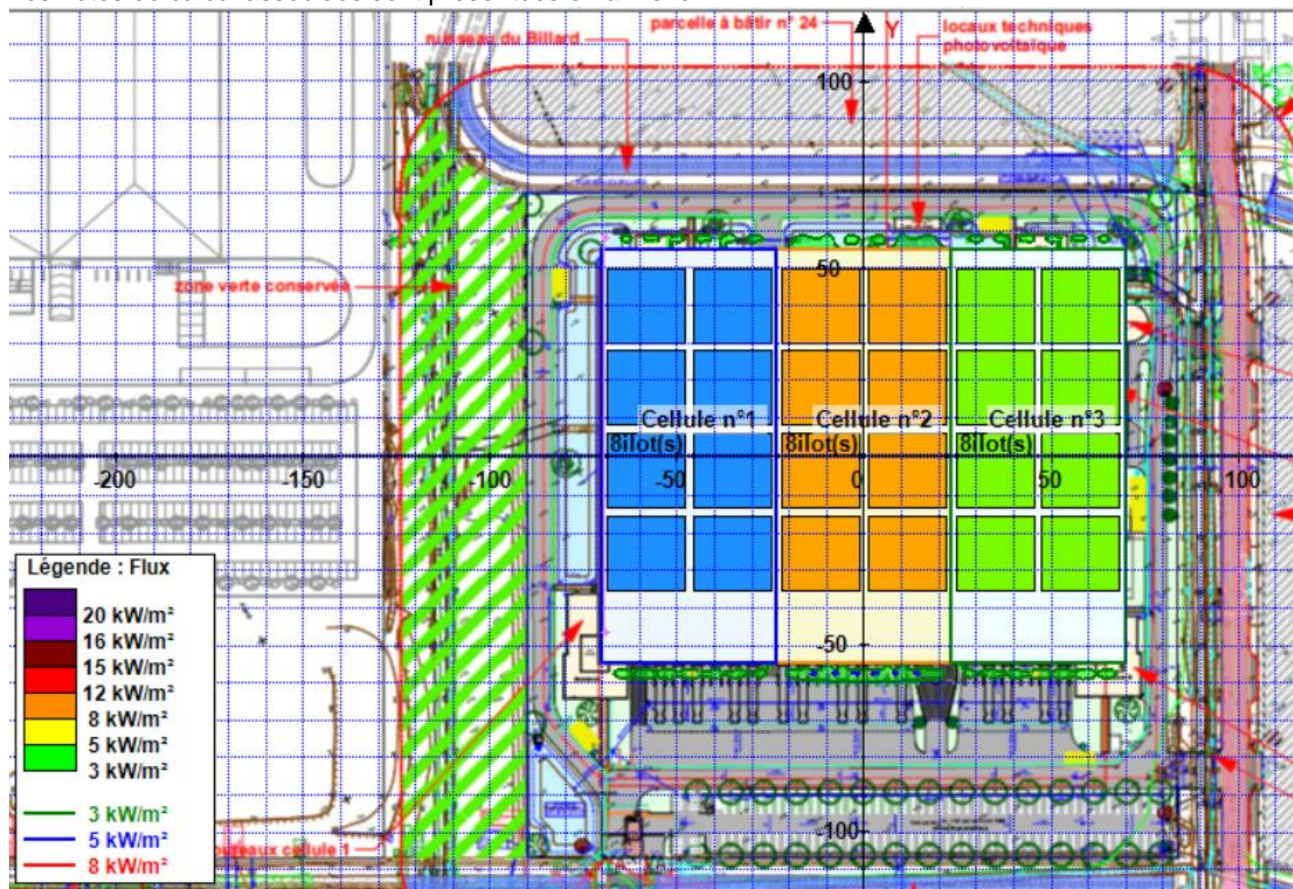


Figure 13 : Cartographie des flux thermiques – Cellules 1, 2 et 3 – Palette 1510

→ Il ressort de ces modélisations que les flux thermiques restent contenus dans les limites de propriété et sont conformes aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017.

## 2.5.2 Etude de la propagation pour un stockage masse avec une palette type 2662

Les hypothèses de modélisation de chacune des cellules sont celles du §2.4.

Les notes de calcul associées sont présentées en annexe.

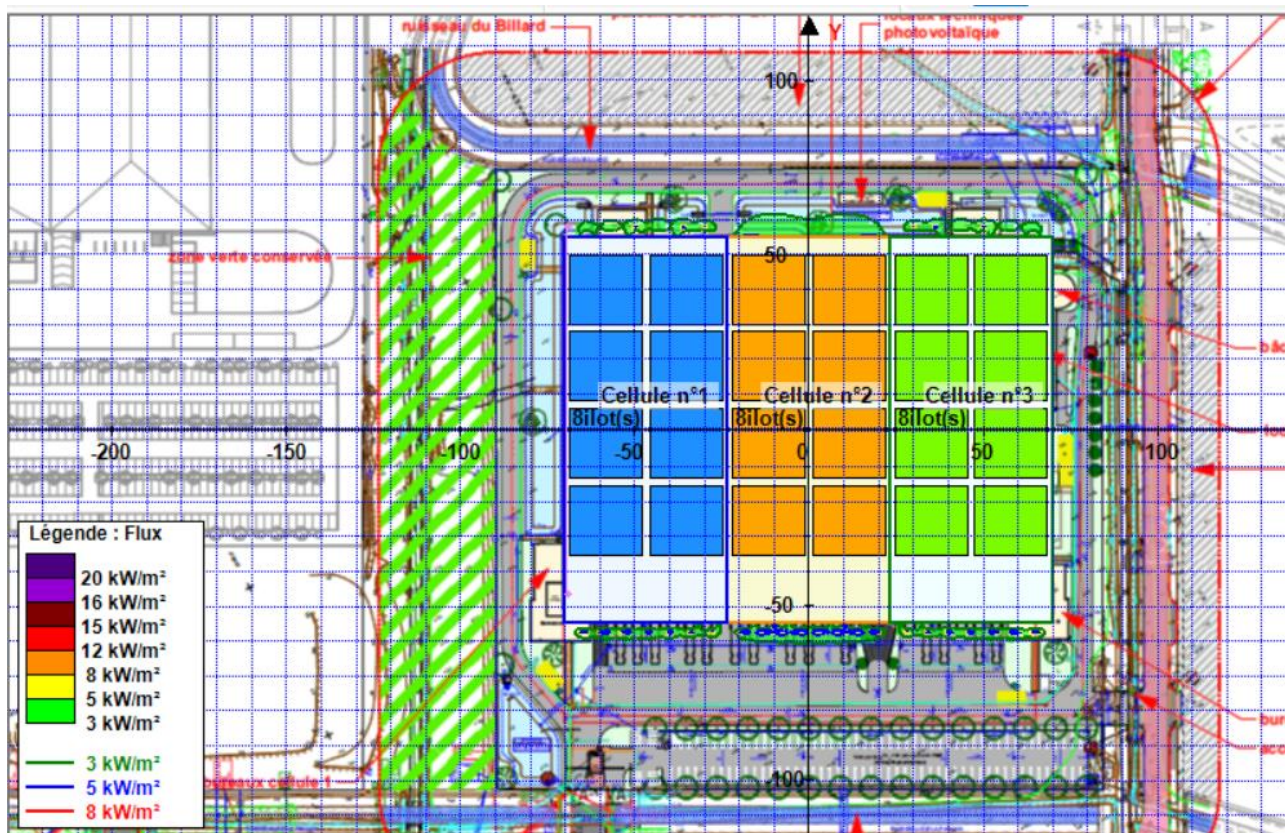


Figure 14 : Cartographie des flux thermiques – Cellules 1, 2 et 3 – Palette 2662

→ Il ressort de ces modélisations que les flux thermiques restent contenus dans les limites de propriété et sont conformes aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017.



### 3. CALCULS D9 ET D9A

#### 3.1 CALCUL DU DIMENSIONNEMENT DES BESOINS EN EAU – D9

Les tableaux ci-dessous présentent les résultats des calculs obtenus à partir de la méthodologie de la D9 (édition juin 2020) :

Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie - D9 Edition 06.2020				
Description du scénario retenu - Incendie d'une cellule				
Critères	Coefficients	Coefficients retenus		Commentaires
		Activité	Stockage	
<b>Hauteur de stockage</b> <sup>(1) (2) (3)</sup>				
- Jusqu'à 3 m	0			
- Jusqu'à 8 m	+0,1			
- Jusqu'à 12 m	+0,2			
- Jusqu'à 30 m	+0,5			
- Jusqu'à 40 m	+0,7			
- Au delà 40 m	+0,8			
<b>Type de construction</b> <sup>(4)</sup>				
- Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 60	-0,1			
- Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 30	0			
- Résistance mécanique de l'ossature < R 30	+0,1			
<b>Matériaux aggravants</b> <sup>(5)</sup>				
Présence d'au moins un matériau aggravant	+0,1			
<b>Types d'interventions internes</b>				
- Accueil 24h/24 ( présence permanente à l'entrée)	-0,1			
- DAI (détection automatique incendie) généralisée reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appel	-0,1			
- Service sécurité incendie ou équipe de seconde intervention avec moyens appropriés en mesure d'intervenir 24h/24 <sup>(7)</sup>	-0,3			
<b>Σ Coefficients</b>		0	+0,1	
<b>1 + Σ Coefficients</b>		+1,0	+1,1	
<b>Surface de référence : S en m²</b> <sup>(8)</sup>			5 172	
<b>Qi = 30 x S x (1+ Σcoefficients) / 500</b> <sup>(9)</sup>		0	341,352	
<b>Catégorie de risque</b> <sup>(10)</sup> (voir annexe 1 du document D9)			2	
Risque faible 0	QRF = Qi x 0,5 (m3/h)			
Risque 1	Q1 = Qi x 1 (m3/h)			
Risque 2	Q2 = Qi x 1,5 (m3/h)			
Risque 3	Q3 = Qi x 2 (m3/h)			
Risque protégé par une installation d'extinction automatique à eau <sup>(11)</sup> : QRF, Q1, Q2 ou Q3 + 2		oui	oui	
<b>Débit calculé en m³/h</b>	Qcalculé =	0	256,014	
<b>Débit total calculé en m³/h</b> <sup>(12)</sup>	ΣQcalculé =		256,014	
<b>Débit requis en m³/h</b> <sup>(13) (14) (15)</sup> (multiple de 30 m³/h)	Qrequis =		270	

<b>Volume d'eau requis pour 2 heures</b> (m³)	Vrequis=	540	
<b>Débit minimum requis sous pression en m³/h</b> (1/3 de Q requis)	Qmin pression =	90	
<b>Nombre minimum de PIN implanté à 100 m max des accès (pour 60 m³/h par PIN)</b>	Nombre min de PIN =	2	
<b>Volume maximum en réserve statique en m³</b> (2/3 besoins sur 2 heures)	Vmax statique=	300	

- Ce débit sera assuré par le réseau incendie de la zone, alimenté par le Canal de Provence.

### 3.2 CALCUL DU VOLUME DE CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION INCENDIE – D9A

Les eaux d'extinction incendie contiennent généralement en concentration élevée les résidus de combustion des matières stockées. Ces eaux peuvent, par conséquent, polluer le milieu naturel (sol et eaux souterraines et/ou superficielles) si elles ne sont pas retenues (confinement) analysées et traitées avant rejet, si nécessaire. Le principe, pour éviter que ces eaux d'extinction incendie soient susceptibles d'entraîner des produits de dégradation atteignent le milieu naturel, consiste à créer des zones de confinement à l'intérieur et/ou à l'extérieur des bâtiments et qui permettront de récupérer ces eaux après isolement du réseau d'évacuation des eaux pluviales. La capacité de ces zones de confinement est déterminée en fonction du volume théorique maximum d'eaux d'extinction susceptible d'être généré par les Sapeurs-Pompiers pour un incendie au sein du stockage.

Les tableaux ci-dessous présentent les résultats des calculs obtenus à partir de la méthodologie des Sapeurs-Pompiers (D9A) :

Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction - D9A				
Edition 07.2019				
Incendie d'une cellule de stockage (cellules 1 à 3) cas AVEC mise en place d'une centrale photovoltaïque en toiture				
Besoins pour la lutte extérieure		Résultat document D9 (Besoins x 2 heures)	540	m <sup>3</sup>
			+	
Moyens de lutte intérieur contre l'incendie	Sprinkleur	Volume réserve intégrale de la source principale ou besoins x durée théorique maxi de fonctionnement *	600	m <sup>3</sup>
			+	
	Colonnes sèches	10 l/m/min pendant 2 heures *	265	m <sup>3</sup>
			+	
	RIA	A négliger	0	m <sup>3</sup>
			+	
	Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en général 15 -25 mn)		m <sup>3</sup>
			+	
	Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionnement requis		m <sup>3</sup>
			+	
Volume d'eau liés aux intempéries	Drainage eau pluviale vers la rétention (10 l/m <sup>2</sup> )	Surface drainée en m <sup>2</sup> ? **	26488	m <sup>3</sup>
			+	
Présence stock de liquides	20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume	Plus grand volume de produits liquides contenu dans un local associé à la rétention, en m <sup>3</sup> ? ***	80	m <sup>3</sup>
			=	
Volume total de liquide à mettre en rétention			1749,88	m <sup>3</sup>

\* Le volume de la cuve prévue est de 600 m3.

\*\* 10 l/m/min soit 110,5 \* 2 \* 120

\*\*\* La surface drainée prise en compte correspond aux surfaces drainées vers le bassin BR1 et indiquées dans la notice hydraulique

Correspond aux matières dangereuses susceptibles d'être stockées dans les cellules de stockage de combustibles

Ce calcul prend en compte la présence de colonnes sèches au droit des murs séparatifs.

Les eaux seront dirigées vers le bassin de rétention BR1 d'un volume de 1860 m3.